



L'Afrique : un nouveau Moyen-Orient pour les Etats-Unis ?

Mémoire de géopolitique
du commandant Dominique Arbiol

Directeur : Professeur Pascal CHAIGNEAU
directeur du Centre d'Etudes Diplomatiques
et Stratégiques (CEDS)

Mars 2004

GLOSSAIRE

Sigle anglais	Signification	Traduction
ACOTA	Africa Contingency Operations Training Program	Programme d'entraînement aux opérations en Afrique
ACRI	African Crisis Response Initiative	Initiative africaine pour la gestion de crise
ACSS	Africa Center for Strategic Studies	Centre africain pour les études stratégiques
AIDS	Acquired Immune Deficiency Syndrome	Syndrome d'immunodéficience acquise
AGOA	African Growth and Opportunity Act	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AOPIG	African Oil Policy Initiative Group	Groupe pour l'initiative d'une politique du pétrole en Afrique
APIC	Africa Policy Information Centre	Centre d'information sur la politique africaine
ARP	Africa Regional Peacekeeping Program	Programme Africain de maintien de la paix
AU	African Union	Union Africaine
CEMAC	Central African Economic and Monetary Committee	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CIA	Central Intelligence Agency	Agence centrale de renseignement
CJTF	Combined Joint Task Force	Force interarmées interalliée
CNN	Cable News Network	Chaîne télévisée d'information
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa	Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe
ECOWAS	Economic Community of West African States	Communauté Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EU	European Union	Union européenne
FMS	Foreign Military Sales	Ventes militaires à l'étranger
HSA	Homeland Security Act	Acte de Sécurité de la Nation
IASPS	Institute for Advanced Strategic and Political Studies	Institut pour les études politiques et stratégiques avancées
IMET	International Military Education and Training	Programme international d'éducation et de formation militaire
LIC	Low Intensity Conflicts	Conflits de basse intensité
MCA	Millennium Challenge Account	Compte du défi du millénaire
MCG	Millennium Challenge Goal	Objectif du défi du millénaire
NEPAD	New Partnership for African Development	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Sigle anglais	Signification	Signification
NIC	National Intelligence Council	Conseil National de Renseignement
NGO	Non Governmental Organisation	Organisation Non Gouvernementale
NSA	National Security Agency	Agence Nationale de Sécurité
NSS	National Security Strategy	Stratégie Nationale de Sécurité
OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PSI	Pan Sahel Initiative	Initiative pan sahélienne
SACEUR	Supreme Allied Commander in Europe	Commandant suprême des Alliés en Europe
SACO	Supreme Allied Commander for Operations	Commandant suprême des Alliés pour les opérations
SACU	Southern African Custom Union	Union douanière du sud de l'Afrique
SADC	Southern African Development Community	Communauté de développement de l'Afrique du Sud
SAPP	Southern African Power Pool	Collectif pour l'énergie en Afrique du Sud
TICAD	Tokyo International Conference On African Development	Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique
UN	United Nations	Organisation des Nations Unies
USA	United States of America	Etats-Unis d'Amérique
USAID	United States Agency for International Development	Agence américaine pour le développement international
US	United States	Etats-Unis

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

L'AFRIQUE AU PLURIEL : UN INTERET DIFFERENCIE FOCALISE SUR DES ETATS "PIVOTS"

- I. Les différents pays clés africains, centres d'intérêt des Etats-Unis
- II. En quoi ces Etats "pivots" intéressent-ils les Etats-Unis ?
- III. Comment se manifeste cet intérêt ?

DEUXIEME PARTIE

L'AFRIQUE ET LES ETATS-UNIS : UNE COOPERATION RECENTE ET LIEE A LA RECHERCHE EN MATIERES PREMIERES ET ENERGIE

- I. Un phénomène récent activé par W.Clinton et réactivé par G.W Bush
- II. Les raisons de ce nouvel intérêt politique
- III. L'Afrique, un nouveau lieu de lutte énergétique entre les Etats-Unis et la Chine ?

TROISIEME PARTIE

VERS QUEL AVENIR DE LA POLITIQUE AMERICAINE EN AFRIQUE ?

- I. Une lutte mondiale engagée contre terrorisme
- II. Mais des difficultés risquent d'apparaître
- III. Les compétiteurs qui commencent à émerger

Introduction

Les événements du 11 septembre 2001 ont sans aucun doute ébranlé la vision commune que le monde pouvait avoir de l'ordre international qui régnait durant la guerre froide. Les Etats-Unis d'Amérique, suivi par l'ensemble de la communauté internationale ont alors débuté une lutte sans merci contre le terrorisme, les menant dans différentes régions du globe: Balkans, Asie Centrale, Moyen-Orient et même Afrique.

L'importance de ce continent sur la scène internationale est désormais notable.

La mondialisation de la menace et ses ramifications en terre africaine étant reconnues, il ne s'agit pas pour autant d'en déduire que le continent africain est désormais une cible privilégiée pour la politique étrangère des Etats-Unis. Toutefois, sans devenir la priorité numéro une des Etats-Unis, l'importance de l'Afrique sur la scène américaine est désormais plus perceptible et la réflexion stratégique au sujet de ce continent connaît un renouveau depuis le président William Clinton.

Dans la nouvelle quête de lutte mondiale contre le terrorisme et face à une hégémonie qui s'installe sur de nombreux continents, quel rôle les Etats-Unis souhaitent-ils jouer en Afrique, terre de contraste où les différentes richesses attirent bien souvent la convoitise de nombreux états ? Sont-ils en train de déstabiliser certains équilibres précaires en terre africaine afin de satisfaire leur politique étrangère et leur vision stratégique du monde ? Quel jeu mènent-ils et pour quel(s) profit(s) ? Le pétrole est-il devenu un enjeu dans cette région ? Bref, l'Afrique est-elle en train de devenir un nouvel Moyen-Orient ?

Dans ce contexte d'instabilité chronique où l'un des phénomènes marquants réside dans le fait qu'aucune sous-région africaine n'est actuellement épargnée par la guerre¹, les Etats-Unis s'intéressent à l'Afrique essentiellement pour des raisons stratégiques et économiques. En effet, durant ces dernières années, l'Afrique est devenue une source d'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis, en particulier l'Afrique de l'Ouest incluant des pays comme l'Angola,

¹ "Sur trente-quatre conflits actuellement recensés par les polémologues, près de la moitié ont pour théâtre l'Afrique sub-saharienne." M. Pascal Chaigneau extrait "Géopolitique des conflits africains in "Revue géopolitique africaine" octobre 2002.

le Nigeria, la République du Congo, le Gabon, le Cameroun et maintenant la Guinée équatoriale.

Ainsi, après avoir décrit quels sont les pays africains "pivots" intéressants Washington, nous montrerons que les coopérations avec l'Afrique se développent pour des raisons stratégiques essentiellement liées à l'exploitation des richesses: matières premières et énergie, et nous terminerons en nous interrogeant sur l'avenir de la politique des Etats-Unis en terre africaine : ce continent serait-il en passe de devenir un nouvel enjeu de lutte énergétique avec la Chine ?

1 L'AFRIQUE AU PLURIEL : UN INTÉRÊT DIFFÉRENCIÉ FOCALISÉ SUR DES ÉTATS "PIVOTS"

Avec une superficie de 30 330 000 km², l'Afrique est le deuxième continent par la taille (22 p. 100 de la surface terrestre) et il ne s'écrit pas au singulier. Situé au sud de l'Europe, il a toujours représenté un centre d'intérêt pour les Européens, en particulier durant la période coloniale.

Actuellement, on assiste à un regain d'intérêt de ce continent par les Etats-Unis.

Cependant, l'Afrique dans son ensemble n'intéresse pas Washington, seules certaines régions retiennent l'attention des Etats-Unis. La stratégie américaine est ainsi habile et peu coûteuse, centrée sur quelques pays clés ou états "pivots" dont le choix correspond avant tout aux intérêts américains, notamment économiques.

L'approche stratégique des Etats-Unis consiste ainsi à travailler avec ces Etats clés dans chaque sous-région, soutenir les organisations sous-régionales et s'engager aux côtés de l'Union Africaine.

1.1 Les différents pays clés africains, centres d'intérêt des Etats-Unis:

Ces centres d'intérêt² sont bien évidemment les acteurs économiques régionaux, pôles de développement actuels à savoir:

- ✓ en Afrique australe, l'Afrique du sud,
- ✓ en Afrique de l'Ouest, la dynamique de la Guinée Equatoriale et du Nigeria,
- ✓ en Afrique de l'Est, à partir de la corne de l'Afrique, le Kenya, le Soudan et la vallée du Nil.

1.2 En quoi ces états "pivots" intéressent-ils les Etats-Unis ?

² Voir carte annexe 2.

1.2.1 Pour une lutte contre le terrorisme international

En quoi le continent africain est-il concerné par la lutte contre le terrorisme engagée par les Etats-Unis ?

Il faut d'abord rappeler que le plus grand nombre d'attentats mettant en cause des terroristes internationaux ont eu lieu en Afrique, à l'exception des attentats du World Trade Center en 1993 et du métro parisien de 1995³.

Classé par les Etats-Unis au rang des « Etats voyous » depuis 1993 pour avoir hébergé des groupes de terroristes⁴, le Soudan fera l'objet d'un raid aérien en 1998 visant à détruire une usine de produits pharmaceutiques, camouflant aux dires des services secrets américains, une usine d'armes chimiques.

En 1998, les attentats de Nairobi au Kenya et de Dar es-Salaam en Tanzanie marquent un tournant en initiant des attaques contre les intérêts et les symboles américains.

En 2000, enfin, l'attaque du destroyer COLE de la marine américaine dans le port d'Aden au Yémen et l'attentat de Mombassa au Kenya montrent que le phénomène fait tâche d'huile dans la corne de l'Afrique.

Face à ces événements dirigés contre des intérêts américains, Washington ne pouvaient pas rester sans s'engager sur le continent africain.

1.2.2 Pour une plus grande coopération économique

L'Afrique est un des continents les plus riches du monde en matières premières et en minerais rares⁵. Outre le pétrole et le gaz, il dispose d'importants gisements d'uranium⁶ et des ressources hydrauliques considérables.

Près de la moitié du revenu des minerais d'Afrique revient à l'Afrique du Sud et une grande partie vient de l'exploitation des mines d'or et de diamants. Les autres principaux pays fournisseurs de minéraux sont la Libye (pétrole), le Nigeria (pétrole, gaz naturel, charbon, étain), l'Algérie (pétrole, gaz naturel, minerai de fer), la République démocratique du Congo et la Zambie (cuivre, cobalt, charbon, plomb, zinc).

³ attribués au réseau algérien du groupe islamique armé (GIA).

⁴ dont celui d'Oussama Ben Laden jusqu'en 1996.

⁵ Voir carte annexe 14

Par ailleurs, la faiblesse ou l'absence de charges sociales peut également inciter les industriels étrangers, en quête de profits rapides, à investir en Afrique. En effet, le système de protection sociale tel qu'il est conçu dans les pays industrialisés n'existe pas, sauf pour quelques salariés privilégiés.

L'Afrique du sud,

Il existe une dépendance des Etats-Unis à l'égard de certaines matières premières produites en Afrique australe et tout particulièrement en Afrique du Sud (Chrome, Manganèse, Vanadium, groupe des métaux du platine), dépendance reconnue mais non critique dans la mesure où les Etats-Unis ont les moyens de faire face à une rupture d'approvisionnement de ces matières stratégiques en provenance d'Afrique du Sud.

En revanche, les Etats-Unis développent les activités commerciales dans cette région d'Afrique. En effet, depuis l'avènement d'un nouveau gouvernement en Afrique du Sud, les Etats-Unis y ont investi environ 2,5 milliards de dollars. Par ailleurs, trois des cinq compagnies qui ont le plus investi en Afrique du Sud sont américaines (SBC Communications, Dow Chemical et Coca-Cola).

L'Afrique du sud est ainsi devenue le plus grand exportateur vers les Etats-Unis de métaux et de minerais.

Guinée équatoriale et Nigeria⁷

Washington multiplie les gestes⁸ à l'égard de ces pays, en implantant conseillers militaires et compagnies pétrolières.

Le golfe de Guinée, qui compte vingt-quatre milliards de barils de pétrole de réserves, devrait devenir ainsi à terme le premier pôle de production en "offshore"⁹ très profond.

⁶ Voir carte annexe 22

⁷ Voir annexes 9 et 10.

⁸ Washington a décidé l'ouverture d'une ambassade en Guinée Equatoriale et la construction d'une nouvelle ambassade dans la capitale nigériane, Abuja.

⁹ "Offshore[...] à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux [...] qui pourraient déboucher sur un nouvel embargo". Roger Diwan, de la Petroleum Finance Company, The New York Times, Sept 2002

Ces réserves du continent donnent déjà directement sur la côte atlantique, face aux Etats-Unis, à l'exception des champs soudanais, en attendant l'oléoduc¹⁰ Tchad-Cameroun, qui transporterait jusqu'à 250 000 barils de pétrole par jour vers l'Atlantique.

Le Nigeria produit un million huit cent mille barils de pétrole par jour et en exporte la moitié vers les Etats-Unis.

Les Etats-Unis achètent actuellement 15% de leur pétrole en Afrique de l'Ouest, un chiffre qui devrait monter à 20 % d'ici les cinq prochaines années et selon le National Intelligence Council, à 25 % d'ici l'an 2015.

Nous reviendrons plus largement sur les enjeux pétroliers dans la deuxième partie.

Corne de l'Afrique, le Kenya, le Soudan et la vallée du Nil

Soudan

Malgré la guerre, les belligérants subissent de fortes pressions diplomatiques de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne car à des divergences politiques s'ajoutent la question cruciale de répartition des richesses, notamment du pétrole situé dans le sud du pays et découvert par la société américaine Chevron dans les années 80.

Le Soudan n'est pas un grand pays producteur¹¹ de pétrole comme l'Irak par exemple; il ne dispose que de 1.5 milliards de barils de réserve prouvée, qui pourrait être portée à 3 ou 4 milliards de barils si l'exploitation pouvait être réalisée dans les zones rendues inaccessibles à cause de la guerre (les deux régions riches en pétrole sont le Bahr Al-Ghazal et le Haut Nil Occidental). La démarche est récente de la part des Etats-Unis car l'administration démocrate de Bill Clinton avait systématiquement refusé le dialogue avec Khartoum, accusé de soutien au terrorisme et perçu comme la base arrière des mouvements fondamentalistes qui tentent de déstabiliser l'Egypte.

1.3 Comment se manifeste cet intérêt ?

¹⁰ voir carte annexe 15.

¹¹ Production pétrolière : 250 000 barils/ jour en 2002 et prévu 290 000 en 2003.

1.3.1 Dans le domaine politique

"La politique africaine du président Bush est « très robuste », et son annonce, dans son discours sur l'état de l'Union, d'un nouveau plan d'aide (15 milliards de dollars répartis sur 5 ans) à la lutte contre le VIH et le sida, en particulier en Afrique, illustre sa volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans ce continent", a déclaré Mme Jendayi Frazer, le 29 janvier 2003, lors d'une réunion de l'« Africa Society » qui était consacrée à la politique africaine des États-Unis.

Membre du Conseil national de sécurité pour les affaires africaines et collaboratrice de M. George Walker Bush, Mme Frazer a expliqué que les orientations du président en matière de politique étrangère reposaient en partie sur son désir de garantir la dignité humaine.

Le plan d'urgence du président George Walker Bush est surtout destiné aux pays les plus touchés par le sida en Afrique. Selon une fiche analytique de la Maison-Blanche, ces pays comprennent l'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie¹².

En ce qui concerne la politique africaine du président George Walker Bush, Mme Frazer a déclaré que, depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, le président était encore plus convaincu de la nécessité de rendre le monde plus sûr et meilleur et notamment d'améliorer la situation en Afrique.

L'une des priorités du président américain est la promotion de la liberté dans les domaines politique et économique, en particulier grâce au libre-échange. Le président, a-t-elle déclaré, estime qu'en libéralisant le commerce, un pays s'ouvre à des idées nouvelles, à la nécessité de mettre en place l'État de droit et d'accroître la transparence : « il considère que la bonne gouvernance et le libre-échange vont de pair. »

Par ailleurs, elle a déploré que l'on méconnaisse souvent le degré d'importance que le gouvernement Bush accordait à l'Afrique et qui était « sans précédent ».

Le 43^{ème} président des États-Unis s'est entretenu avec 26 chefs d'État africains et au moins 6 de ses ministres se sont rendus en Afrique.

1.3.2 Sur le terrain économique

¹² Ainsi que Haïti aux Antilles et le Guyana en Amérique du Sud.

Initiative l'African Growth and Opportunity Act (AGOA)

Trente-huit pays africains sont bénéficiaires du programme AGOA¹³.

En juin 1997, à l'occasion du sommet du G7 à Denver, Bill Clinton dévoila ce qu'il appela le « projet de partenariat pour une croissance économique et des opportunités en Afrique », ayant pour objectif d'intensifier les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le continent africain. Cette initiative prévoyait des mesures destinées à favoriser d'une part les investissements américains sur ce continent, et d'autre part la libéralisation des échanges entre l'Afrique et les Etats-Unis, par la réduction ou la suppression des barrières douanières pour de nombreux produits en provenance de l'Afrique subsaharienne.

L'instauration d'une zone de libre échange entre les Etats-Unis et le continent africain, à l'horizon 2020, a même été proposée.

Cette initiative, transformée en loi, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) a été adoptée par le Congrès en 2000. C'est une mesure de libre-échange qui facilite les exportations des produits africains vers les Etats-Unis¹⁴.

Il s'agit bien de renforcer les relations commerciales avec des partenaires africains privés, au lieu de continuer, par le biais d'aides publiques au développement, à déverser d'importantes sommes d'argent public à des dirigeants africains parfois corrompus et peu fiables.

Pour concrétiser cette offensive commerciale sur le terrain, les interventions politiques du gouvernement et les voyages officiels se multiplièrent.

MCA ou Millennium Challenge Account

Le compte du Millénaire ou Millennium Challenge Account ou MCA est une initiative du gouvernement américain, prise en mars 2002, visant à accroître l'aide des Etats-Unis au développement de plus de 50% en trois ans.

¹³ voir annexe 17.

¹⁴ L'AGOA prévoit entre autres la réduction ou la suppression des barrières douanières pour 1800 produits en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne. Ed Royce, président de la sous-commission sur l'Afrique à la Chambre des représentants déclara début mars 2001 : « Nous tenons à encourager l'accroissement des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique. L'Afrique est en proie à de nombreux problèmes, mais elle a surtout besoin d'accroître son commerce et ses investissements (...) Maintenant, il s'agit d'appliquer l'AGOA d'une manière qui maximise les avantages commerciaux tant pour les États-Unis que pour les pays africains admissibles ».

1.3.3 Sur le plan militaire

Pour une " nouvelle" coopération militaire

Djibouti et Kenya: des pré positionnements stratégiques¹⁵

La corne de l'Afrique présente, pour ce qui la concerne, une physionomie conflictuelle d'une particulière complexité. Elle demeure un lieu géostratégique de premier ordre, et l'intérêt de cette zone s'est d'ailleurs clairement révélé par la création d'un commandement militaire américain USCENTCOM ¹⁶, dirigé aussi vraisemblablement par la recherche de pétrole, le long de l'axe pétrolier partant de la mer Caspienne jusqu'au Soudan et passant par la péninsule arabe.

En Afrique, en cas d'opérations, les Etats-Unis obtiennent les permissions d'utilisations des installations militaires locales nécessaires, comme c'est le cas actuellement à Djibouti.

Un seul accord formel existe avec le Kenya et ce depuis 1980, pour l'utilisation du port de Mombassa et des pistes d'Embakasi et de Nanyuki. Ces installations ont d'ailleurs été utilisées pendant les événements en Somalie entre 1992 et 1994.

Le reste de l'implantation américaine en Afrique n'existe officiellement pas.

Lutte contre le terrorisme

Depuis septembre 2002, une unité "antiterrorisme" s'est installée à Djibouti point d'appui stratégique, par où transite un quart du trafic mondial de pétrole.

Dans ce contexte, Djibouti est promu au rang de grande base permanente américaine, aux approches de la Mer Rouge et du Golfe arabo persique, au voisinage d'un Soudan en guerre et d'une Somalie anarchique.

"Depuis le 11 septembre 2001, nous nous sommes aussitôt engagés dans cette guerre mondiale contre le terrorisme et avons donné aux Américains tout ce qu'ils voulaient" a déclaré¹⁷ M.Mahmoud Ali Youssouf, ministre de la coopération internationale de l'ancien territoire français des Afars et des Issas.

¹⁵ voir annexe 6.

¹⁶ USCENTCOM: United States CENTral COMmand

¹⁷ "impoverished djiboutians see no payoff for US presence " The Los Angeles Times, décembre 2003.

Un commandement "Combined Joint Task Force (CJTF)-Horn of Africa" a même été créé et un missile tiré par un des drones Predator mis en œuvre depuis Djibouti a permis d'éliminer six membres présumés d'Al Qaida au Yémen.

African Contingency Operations Training and Assistance Program (ACOTA)

Au pré positionnement stratégique (Corne de l'Afrique) et au programme du président William Clinton ACRI (African Crisis Response Initiative) commencé en 1995, succède désormais le dispositif américain ACOTA, (African Contingency Operations Training and Assistance Program) qui couvre un plus vaste éventail de responsabilités liées à la sécurité. Selon les déclarations du sous-secrétaire d'état aux affaires africaines, M. Walter Kansteiner, au journal "Washington File" en juillet 2003, lors de la tournée du président G.W. Bush en Afrique : "Le programme ACOTA est un bon programme. C'est un partenariat qui vise le renforcement des moyens dans le domaine de l'infrastructure. Nous devons l'élargir..."

Pan Sahel Initiative (PSI)

L'initiative pan sahélienne ou PSI (Pan Sahel Initiative), initiative du département d'état, soutenue par le commandement des forces américaines en Europe, consiste, quant à elle, à équiper et à entraîner des unités du niveau compagnie pour améliorer le contrôle des frontières dans les pays du Sahel : Mauritanie, Niger, Mali, Tchad. L'initiative comporte aussi des composantes de formation et d'appui pour renforcer les aptitudes professionnelles des forces de police et de sécurité, la sécurité des aéroports et les procédures d'immigration et de douane.

Le budget est de l'ordre de 6.5 millions de dollars sur cinq ans. Les Etats-Unis œuvrent avec ces quatre pays africains de diverses manières pour renforcer leurs capacités en matière de lutte antiterroriste. C'est notamment l'un des buts de l'Initiative pan sahélienne qui vise les pays cités supra à protéger leurs frontières, à suivre les déplacements des personnes, à combattre le terrorisme et à accroître la stabilité régionale. La PSI aidera ces pays à lutter contre les opérations terroristes connues et les incursions transfrontalières, ainsi que contre le trafic de personnes et le commerce des denrées illicites.

La formation et l'aide matérielle fournies par les Etats-Unis s'accompagnent d'un programme visant à réunir les responsables civils et militaires des quatre pays pour les encourager à une

coopération accrue dans le domaine de la lutte antiterroriste et du contrôle des frontières dans les pays de la région et entre ces pays.

Une nouvelle présence américaine ?

Les Etats-Unis relancent leur coopération directe avec les forces armées locales et envisagent même à court terme d'être plus encore présents comme l'attestent les déclarations du général Jones, Supreme Allied Commander in Europe (Saceur ou SACO¹⁸) lorsqu'il annonce que :

"L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale font partie de l'avenir de l'OTAN car certains pays y figurent clairement comme des points de passages de tous trafics et activités terroristes."

L'année dernière, Paul Michael Wibbey de l'Insitute for Advanced Strategic and Political Studies (IASPS) a proposé devant le Congrès américain la création d'un nouveau commandement militaire le "South Atlantic Military Command" ou SAMC qui « would permit the US Navy and armed forces to more easily project power to defend american interests and Allies in west africa¹⁹ ».

2 L'AFRIQUE ET LES ETATS-UNIS : UNE COOPÉRATION RÉCENTE ET LIÉE À LA RECHERCHE EN MATIÈRES PREMIÈRES ET ÉNERGIE

2.1 Un phénomène récent activé par W. Clinton et réactivé par G. Bush

La politique de coopération des Etats-Unis en Afrique est récente.

Durant la guerre froide, les Etats-Unis ont toujours considéré l'Afrique comme un champ de bataille majeur contre leur ennemi de l'époque, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Pour cela, ils ont investi des milliards de dollars au travers d'une aide économique et militaire au continent noir.

Avec l'effondrement de la bipolarité après la chute du communisme soviétique, de nouveaux rapports de forces mondiaux prennent naissance et l'intérêt américain pour ce continent s'est

¹⁸ SACO : Supreme Allied Commander Operations.

¹⁹ "qui permettrait à la marine américaine et aux forces armées de projeter de la puissance plus facilement pour défendre les intérêts américains et les Alliés en Afrique de l'Ouest"(traduction D.Arbiol).

notablement réduit, de sorte que les rapports du Pentagone se concluaient souvent par « very little traditional strategic interests in Africa »²⁰ dès que les problèmes africains étaient abordés.

Mais au cours de ces dernières années, l'Afrique redevient un centre d'intérêt pour l'Afrique.

2.1.1 C'est le président Clinton qui a initié une nouvelle politique africaine ...

L'ère Clinton a été marquée par des revers stratégiques majeurs mentionnés dans le paragraphe 1.2.1.

La politique "Enlargement and Engagement" de l'Administration Clinton, lancée en 1996, était certes une politique visant à accroître et à entretenir les démocraties naissantes de par le monde, mais il s'agissait aussi d'une politique économique globale visant à accroître le volume et l'intégration des économies de marché.

En 1999, Paul Bunduku-Latha, ancien ambassadeur du Gabon à Washington et à Mexico entreprend de dresser le bilan de la politique africaine de la présidence Clinton, en soulignant le volontarisme de l'administration démocrate.

Il cite la sous-secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, Madame Susan Rice, dans un discours à Atlanta: « Nous avons l'occasion d'établir un nouveau partenariat avec l'Afrique. Les changements qui ont balayé le continent depuis la fin de la guerre froide ont fondamentalement modifié le paysage politique de l'Afrique. Le temps des grands hommes kleptomanes, où la répression était la norme, est révolu. Une nouvelle génération de dirigeants émerge, qui s'intéresse au bien-être des peuples. Ces dirigeants se sont engagés à mettre fin à la dépendance africaine »²¹.

Bill Clinton, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 1998, se montrait tout aussi ferme lorsqu'il assurait que la politique planétaire des Etats-Unis serait incomplète « si elle laissait l'Afrique à l'écart ».

L'ambassadeur gabonais a affirmé son vif soutien aux trois grandes orientations de la diplomatie africaine de Bill Clinton : la promotion des régimes démocratiques et le respect des droits de l'Homme, une libéralisation économique accompagnée de la promotion d'un développement durable, enfin le rôle central de la prévention et du règlement des conflits.

²⁰ "De très faibles intérêts stratégiques traditionnels en Afrique" traduction D.Arbiol.

²¹ Madame Susan Rice, le 6 novembre 1997.

C'est sous l'Administration Clinton qu'a été développé un programme de formation-éducation qui se déroule à la fois aux Etats-Unis et en Afrique, l'African Center for Strategic Studies (ACSS), composé de séminaires tournants qui accueillait les élites africaines.

2.1.2 ...qui s'accroît aujourd'hui sous le président Bush

Sous l'impulsion de l'administration Bush, la politique africaine des États-Unis prend une dimension davantage volontariste, tournée en priorité vers le couple « Useful Africa - Strategic Africa ».

Après un ajournement de six mois dû à la crise irakienne, et qui l'a fait coïncider avec le sommet de Maputo, le président G.W. Bush a effectué, en juillet 2003, sa première tournée sur le continent africain.

Au terme de ce périple qui l'a conduit dans cinq pays²², il a pris la parole devant le 6^{ème} sommet Leon Sullivan, une institution qui a pris la suite des réunions annuelles entre Africains et Américains, réuni à Abuja (Nigeria) en déclarant :

"Nous ne laisserons pas les terroristes terroriser les peuples africains, ni utiliser l'Afrique comme base pour menacer le monde."

Le président a annoncé cinq objectifs prioritaires :

- promouvoir la croissance économique en soutenant les réformes du marché et le secteur privé,
- aider à résoudre les conflits qui entravent le développement économique et politique,
- encourager les réformes démocratiques,
- encourager la bonne gouvernance,
- encourager le respect des droits de l'homme.

2.2 Les raisons de ce nouvel intérêt politique

A l'heure où les Etats-Unis restructurent leurs services et appliquent le Homeland Security Act (HSA), pour l'Administration américaine, le concept de "Useful Africa" considère avant tout une Afrique où le commerce et les investissements peuvent dégager une rentabilité.

²² Sénégal, Ghana, Nigeria, Botswana, Mali.

Les enjeux économiques sont une constante des enjeux de fond: " Du pétrole de la presqu'île de Bakassi et du Somalyland, aux diamants de la Sierra Leone, du Cabinda et de l'ex Zaire, la logique occupation-prédation vient s'y greffer"²³.

Ces différentes logiques prévalent pour comprendre la rationalité américaine.

2.2.1 Les matières premières et le pétrole africain : des intérêts stratégiques américains récemment confirmés

Une des préoccupations des Etats-Unis consiste à rechercher des sources d'approvisionnement diversifiées. L'Afrique est un continent riche en matières premières ; se priver de ces ressources serait insensé et laisserait le champ libre à d'autres concurrents.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les porte-parole de l'administration américaine ont relancé le discours sur la crise énergétique en le reliant à la « guerre contre le terrorisme ». En mai 2001, le vice-président américain Dick Cheney rendait public un grand rapport sur la politique énergétique des États-Unis.

« La nation est en danger, disait-il, car nous faisons face à la plus grande pénurie depuis l'embargo sur le pétrole imposé par les pays arabes dans les années 1970 ».

Peu après, l'Administration Bush lançait une campagne sans précédent, destinée à saisir l'opinion publique.

« C'est la crise, affirmait George W. Bush, et il faut investir de grandes sommes dans le développement de nos ressources tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. »

La « crise de l'énergie »

Les États-Unis sont certes vulnérables sur le plan énergétique. Avec 4,6 % de la population mondiale, ce pays consomme plus de 25 % de la consommation d'énergie mondiale.

Bien que les États-Unis soient un très gros producteur de pétrole (le troisième au monde) et de gaz, ils doivent importer chaque jour plus de 40 % de leur approvisionnement en pétrole et 52 % en gaz.

Selon le "rapport Cheney", cette dépendance va s'accroître dans les prochaines années, où l'on prévoit une augmentation de 33 % de la consommation de pétrole (50 % pour le gaz et 45 % pour l'électricité). Il s'agit donc de prendre les dispositions nécessaires pour pallier cette hausse de consommation d'énergie.

²³ P.Chaigneau, Géopolitique des conflits africains, revue géopolitique africaine, octobre 2002.

La dépendance externe

Pour le moment, les États-Unis importent 41 % du pétrole consommé dans le pays (19,5 millions de barils par jour), ce qui représente une augmentation de plus de 400 % depuis 1985.

La production interne pendant ce temps stagne (40 % de moins par rapport à 1970).

De plus, les réserves internes qui existent encore sont de plus en plus excentrées, dans le grand Nord ou loin des côtes dans un contexte qui rend l'exploitation très coûteuse.

Les importations des États-Unis deviennent donc encore plus importantes, tant en provenance du Golfe persique que d'Amérique latine et du Canada. À elle seule, l'Arabie saoudite compte 15 % des importations américaines, suivie de très près par le Canada, le Venezuela et le Mexique. Certes, les États-Unis ne dépendent pas d'un seul pays, mais selon Cheney, il faut diversifier davantage les sources d'approvisionnement.

Deux régions du monde sont particulièrement identifiées pour assurer les besoins américains : l'Asie centrale, où les réserves du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan sont très importantes, et l'Afrique.

Dans ce dernier continent, quelques gros producteurs sont en train de devenir essentiels pour les États-Unis, notamment l'Angola et le Nigeria. Mais l'Afrique demeure largement « sous-exploitée » du point de vue des multinationales pétrolières et des États-Unis.

Dans la nouvelle géopolitique américaine, le verrouillage des régions riches en hydrocarbures est une carte maîtresse, tant pour assurer la sécurité énergétique des États-Unis que pour empêcher des concurrents trop ambitieux de s'imposer sur la scène économique mondiale. Leur objectif est donc de diversifier les approvisionnements, se prémunir contre les chocs pétroliers et faire contrepoids à l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

A partir du golfe de Guinée, exporter le pétrole brut et faire passer la part du Nigeria de 15% actuellement à 25% en dix ans figure dans les objectifs des Américains. En effet, ce pays possède l'avantage de présenter une facilité de transport par rapport aux autres sources d'approvisionnement américain (golfe arabo-persique ou mer Caspienne).

Offensive sur l'or noir africain, le nouvel oléoduc tchadien

Le 10 octobre 2003, le chef d'état tchadien, entouré de ses homologues Sassou Nguesso du Congo, François Bozizé de la république Centrafricaine, Tandja Mamadou du Niger et des

représentants des présidents du Cameroun, de la Libye, du Nigeria a inauguré "le centre des opérations de Komé numéro 5" : c'est ici que le pipeline de 1070 kilomètres de long, dont plus de 900 sous le sol camerounais, atteint la ville de Kribi.

Selon des estimations, la production devrait culminer à 225 000 barils par jour dès 2004, exploité par le consortium, composé d'EXXON MOBIL (40%), Petronas²⁴ (35%) et Chevron Texaco (25%).

Pour le marché du pétrole, le Tchad ne représente pas un enjeu majeur, mais que des compagnies pétrolières, américaines pour l'essentiel, se soient données la peine d'aller chercher du pétrole dans un pays enclavé au cœur du continent africain dit assez quelle importance les Etats-Unis accordent au continent africain.

2.2.2 Un positionnement de premier plan

Naguère quantité négligeable aux yeux de Washington, l'Afrique devient une priorité stratégique pour les Etats-Unis.

Le continent noir, avec ses réserves de bonne qualité, à l'abri des grands conflits, pourrait fournir 25% du brut américain d'ici 2020.

L'Administration Bush redessine ainsi la carte de ses approvisionnements pétroliers et l'arc pétrolier africain se superpose parfaitement à la carte des priorités américaines sur le continent. L'Afrique est en train de devenir le nouveau Moyen-Orient des Etats-Unis.

Selon M.Walter Kansteiner, sous secrétaire d'état américain chargé des dossiers africains, le pétrole du continent noir « est devenu un intérêt stratégique national pour les Etats-Unis²⁵ ».

A titre d'exemple, citons le cas de Jim Muselman, chef de TRINITON ENERGY qui s'est établi depuis quelques années en Guinée équatoriale. Les Etats-Unis leur achètent les 2/3 de la production nationale: « the more diverse supplies of oil we have, the better off things are »²⁶ a récemment déclaré Jim Muselman .

La Guinée équatoriale pourrait ainsi produire jusqu'à 50.000 barils par jour, ce qui la placerait en troisième position de pays producteurs (sub sahariens) de pétrole derrière le Nigeria et l'Angola.

²⁴ malais

²⁵ Conférence de l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies (IASPS), 25 janvier 2002

²⁶ "plus nous avons de ressources différentes en pétrole, meilleures seront les choses" traduction D.Arbiol.

Par ailleurs, les Etats-Unis développeraient une stratégie de captation énergétique par filiation des États producteurs afin de canaliser notamment la prochaine croissance économique chinoise et contrôler de ce fait les grandes zones d'approvisionnement de pétrole afin de contrer la Chine qui deviendra la première consommatrice d'énergie d'ici peu. Nous traiterons de ce phénomène dans le paragraphe 2.3.

Stratégie de contrôle des eaux ?

Eau des océans

Le contrôle des sources de production de pétrole et de leurs routes pourrait s'inscrire dans une logique de continuité stratégique des États-Unis partant de la mer Méditerranée (Egypte) à l'Océan indien (Kenya) et en passant par le Soudan.

Ainsi, de par ce contrôle des voies maritimes africaines et les implantations de présence américaine au milieu des différentes eaux du globe, les Etats-Unis étendraient leur domination sur les différents océans de la planète.

Eau des fleuves

Un exemple : les projets de l'Ethiopie

La question se pose de savoir si les projets éthiopiens d'exploitation des capacités hydrauliques du Nil constituent une menace pour l'Egypte ? Et dans ce cas, quelle serait la position des Etats-Unis ?

L'eau constitue un facteur de puissance et le contentieux sur le partage des eaux du Nil peut déboucher sur des facteurs d'instabilité importants que les Etats-Unis ne souhaitent pas devoir régler dans cette région d'intérêt géopolitique avérée.

L'Ethiopie constitue 85% du débit du Nil mais pour l'heure, seul 0.5% du début du cours d'eau traversant le pays est utilisé. Or, la population éthiopienne s'est considérablement accrue, passant de 18 à 62 millions habitants entre 1950 et 2000.

Les objectifs poursuivis par Addis Ababa seraient alors d'augmenter la surface irriguée et de développer la production d'électricité en utilisant les capacités hydrauliques du pays.

Or, puissance dominante du bassin du fleuve, l'Egypte a signé des accords avec ses pays voisins du Sud pour lui garantir l'essentiel du flux d'eau. Avec une démographie galopante et une surface agricole réduite, l'Egypte a montré des signes d'agressivité dès que le Soudan ou l'Ethiopie ont laissé paraître une volonté d'exploitation de leurs ressources en eau. En 1979, le président Sadate a d'ailleurs affirmé que "le seul facteur qui pourrait déclencher l'entrée en guerre de l'Egypte est l'eau". De même, M Boutros Boutros Gali a déclaré en 1987 " la prochaine guerre dans la région [serait] sur les eaux du Nil"²⁷.

Il est clair que les Etats-Unis ne laisseront pas cette zone, et en particulier l'Egypte, plonger dans une crise liée à l'exploitation de l'eau. Aussi le contrôle américain dans cette zone est-il essentiel.

2.2.3 Une lutte accrue contre les sources du terrorisme

Des attaques simultanées lancées contre une ligne aérienne commerciale et un hôtel à Mombasa (Kenya) en novembre 2000 ont tué douze ressortissants kényans et trois touristes israéliens, preuve tragique du fait que l'Afrique subsaharienne continue de souffrir du terrorisme dû à la fois à des groupes d'insurgés autochtones qui emploient des tactiques terroristes et à des groupes terroristes internationaux.

L'engagement et l'appui du Kenya, de Djibouti et de l'Ethiopie ont été essentiels pour assurer le succès de la poursuite des activités antiterroristes des Etats-Unis dans la corne de l'Afrique et dans la péninsule arabe. Le désir de contribuer à cet effort mondial de lutte contre le terrorisme s'est étendu du Soudan à l'Afrique du Sud et de la Gambie à un certain nombre de groupes en Somalie.

En 2002, les gouvernements des pays de l'Afrique subsaharienne ont presque universellement honoré leurs engagements de combattre le terrorisme mondial dans le cadre d'initiatives unilatérales et multilatérales.

Dans ce but, l'Union africaine²⁸ (UA) a organisé en septembre 2002 une conférence sur "l'antiterrorisme" en Algérie.

La réunion de septembre 2002 a également produit un plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention de l'OUA de 1999 sur la prévention et la lutte du terrorisme et des accords ont

²⁷ Gleick P., Water and Conflict, op. CIT.,1993, p.85

été conclus pour établir un Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, qui serait basé en Algérie.

L'UA appuie fortement la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui demande entre autre aux Etats de prévenir et de supprimer le financement des actes de terrorisme. Elle appuie de même solidement la résolution 1269 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, qui réaffirme que la suppression des actes de terrorisme international, y compris ceux auxquels des Etats sont associés, constitue une contribution essentielle au maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Un grand nombre de gouvernements africains ont pris des mesures positives pour combattre le financement du terrorisme en gelant les avoirs de particuliers ou d'organisations désignées par les Etats-Unis. Nombre de gouvernements africains ont également pris des mesures pour geler les avoirs des particuliers ou entités figurant sur la liste consolidée 1267 du Comité des sanctions des Nations unies, comme ayant des liens avec Oussama ben Laden et des membres d'Al-Qaïda et des talibans. Les Etats membres des Nations unies sont requis de geler ces avoirs en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies.

En dépit de l'intensification des efforts de lutte antiterroriste depuis le 11 septembre 2001, la situation de beaucoup de pays africains en fait toujours des lieux d'accueil favorables aux terroristes. Cette situation se caractérise notamment par le manque de ressources financières et technologiques, l'instabilité et la violence qui perdurent dans certains régions, la corruption, la faiblesse des systèmes de réglementation judiciaire et financière, la perméabilité des frontières et l'absence de dispositif de contrôle des côtes, qui facilitent les déplacements illicites de personnes et de biens.

2.3 L'Afrique, un nouveau lieu de lutte énergétique entre les Etats-Unis et la Chine ?

2.3.1 La Chine, futur concurrent-consommateur?

Les faits sont indiscutables: la consommation pétrolière de la Chine augmente plus vite que celle des deux puissances économiques mondiales, les Etats-Unis et le Japon.

²⁸ L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a changé de nom en 2002 pour devenir l'Union africaine (UA).

En constante augmentation, la demande énergétique de l'empire du Milieu dépasse en 2003 celle du Japon.

Selon les statistiques de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la demande de la Chine a atteint 5.6 millions de barils par jour en juillet 2003, soit une augmentation d'environ 20% par rapport à l'an dernier. Les experts du département américain de l'énergie sont convaincus que la Chine prendra "définitivement" la place du Japon dès cette année, au plus tard l'année prochaine.

A plus long terme, du fait de son développement industriel continu et de son urbanisation croissante, la Chine sera de plus en plus dépendante de l'étranger pour la satisfaction de ses besoins en énergie. Cette croissance économique de la Chine, 9.1% l'an dernier et peut être autant cette année, a pour contrepartie une dépendance énergétique croissante. Sa consommation de pétrole a dépassé en 2003 celle du Japon, pour se situer juste derrière les Etats-Unis.

Selon le Centre de Recherche sur le Développement, cellule de réflexion officielle du gouvernement chinois, la consommation de pétrole devrait s'accroître de 12% en moyenne chaque année. Par ailleurs, la "Chine analyse l'intervention militaire américaine en Irak comme un moyen supplémentaire de pouvoir la couper de ses approvisionnements énergétiques du Proche-orient"²⁹.

2.3.2 "Le shopping pétrolier de la Chine en Afrique"

Soucieuse de ne pas se reposer sur la région troublée du Moyen-Orient d'où provient la moitié de son approvisionnement, Pékin se lance dans une offensive de diversification en Afrique, comme dans l'ex-empire soviétique et en Asie du sud.

Les appétits chinois sur le marché pétrolier mondial ont aussi des répercussions politiques. Washington ne voit pas nécessairement d'un bon œil l'arrivée de ce client encombrant ; il pourrait un jour se révéler comme un acteur de premier plan.

²⁹ Pascal Chaigneau, La nouvelle donne asiatique, janvier 2004.

A titre d'exemple, le président Hu Jintao, en visite au Gabon en février 2004, a signé un protocole d'accord pétrolier sur le développement commun de l'exploitation, du raffinage et de l'exportation, assorti d'un prêt chinois de 6 millions de dollars à taux zéro³⁰.

Au-delà du Gabon, c'est sur l'ensemble du continent noir que la Chine tisse sa toile.

A la tribune de l'Assemblée nationale, le président s'est adressé au continent tout entier, il s'est déclaré en faveur de la coopération Sud-Sud et a dénoncé "l'hégémonisme et la loi du plus fort qui prévalent à nouveau dans le monde [...] les préoccupations de la Chine et celles de l'Afrique se rejoignent".

3 VERS QUEL AVENIR DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE EN AFRIQUE ?

La politique africaine de Washington constitue un paramètre important pour appréhender l'avenir.

Malgré cette recherche américaine constante pour diversifier les sources d'approvisionnement en matières premières et en pétrole, il faut rester prudent et ne pas confondre phénomène conjoncturel et normalisation.

3.1 Une nécessité pour une lutte mondiale engagée contre le terrorisme

3.1.1 Rappels sur les principes américains

Le 30 avril 2003, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, et le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat, M. Cofer Black, ont rendu public le Rapport annuel sur le terrorisme dans le monde en 2002, document préparé conformément à une loi (Titre 22 du Code des Etats-Unis), prévoyant la soumission annuelle au Congrès par le département d'Etat d'un compte rendu exhaustif sur le terrorisme, notamment les actes de terrorisme pratiqués par les pays et groupes de particuliers répondant aux critères de cette loi.

³⁰ Par ailleurs, à l'instar des Etats-Unis avec l'AGOA, Pékin entend instituer un tarif douanier zéro pour certaines marchandises en provenance du continent, afin d'accroître le volume de ses importations. A cet égard, le président chinois n'a pas caché l'intérêt de son pays pour les matières premières africaines.

Par ailleurs, le président G.Bush a défini la portée de la guerre contre le terrorisme. La politique antiterroriste des Etats-Unis est guidée par quatre principes politiques constants.

Premièrement, ne pas faire de concessions aux terroristes et ne pas conclure de compromis avec eux.

Le gouvernement des Etats-Unis ne fera aucune concession aux gens ou aux groupes qui tiennent en otage des ressortissants américains, représentants officiels ou particuliers.

Deuxièmement, traduire les terroristes en justice pour qu'ils répondent de leurs crimes.

Les Etats-Unis poursuivront les terroristes qui s'attaquent aux Américains et à leurs intérêts et les appréhenderont, quel que soit le temps nécessaire.

Troisièmement, isoler de la communauté internationale les Etats qui soutiennent les terroristes et exercer des pressions sur eux afin de les obliger à modifier leur comportement.

Il y a sept pays qui ont été désignés comme des Etats parrainant le terrorisme : la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Soudan et la Syrie.

Quatrièmement, renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme des pays qui coopèrent avec les Etats-Unis et qui ont besoin de leur aide.

3.1.2 Un facteur de stabilisation régional

La présence des Etats-Unis dans certaines régions peut être un facteur de stabilisation régionale.

En complément du dispositif stratégique existant dans la corne de l'Afrique, l'installation de bases militaires américaines pourraient avoir des effets dissuasifs vis-à-vis de velléités avoisinantes.

3.2 Mais des difficultés risquent d'apparaître

Les difficultés de la politique des Etats-Unis en territoire africain sont de trois ordres: la durée, la volonté et le savoir-faire.

Washington souhaite-t-il s'implanter durablement en Afrique ou bien s'agit-il d'un phénomène conjoncturel ? Les théâtres où la présence américaine est effective sont désormais nombreux, ce qui nécessite des engagements financiers et humains importants. Combien de temps les Américains pourront-ils encore avoir les moyens de continuer cette politique mondiale ?

Par ailleurs, contrairement à certains pays européens, les Etats-Unis n'ont pas de passé colonial en Afrique, ce qui rend parfois difficile la compréhension des coutumes et des mentalités locales. Leur adaptation n'est pas toujours facile et le syndrome de "La chute du faucon noir" est encore présente dans les esprits.

Enfin, les prochaines élections prévues en novembre 2004, pourraient remettre en cause la politique africaine américaine actuelle du parti républicain.

3.3 Les compétiteurs potentiels

3.3.1 Les compétiteurs asiatiques

Les compétiteurs asiatiques commencent à émerger de manière significative sur le continent africain

Le Japon

Le Japon, puissance économique, a consacré 12 milliards de dollars soit environ 10 milliards d'euros d'aide publique au développement en Afrique, ce qui place l'archipel au quatrième rang des donateurs après la France, les Etats-Unis et l'Allemagne. L'aide japonaise est pensée comme une contribution à la stabilité internationale.

L'ancien Premier ministre Yoshiro Mori a d'ailleurs déclaré: "Le monde du XXI ème siècle ne connaîtra ni prospérité ni stabilité tant que les difficultés de l'Afrique ne seront pas surmontées" et cette politique est poursuivie par son successeur Koizumi Junichiro.

La coopération japonaise touche en priorité des pays anglophones : Afrique du Sud, Ghana et Kenya. Les actions sont centrées sur des domaines bien définis: la gestion de l'eau, la santé, l'éducation et le soutien à l'agriculture. Cette coopération africaine est devenue un des piliers de la diplomatie japonaise, notamment avec la troisième édition de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) organisée fin septembre 2003 en présence de 23 chefs d'état et de gouvernement du continent.

La Chine

Il existait depuis quelques années un certain déficit de l'influence de la Chine en Afrique. Celle-ci est en train de la réactiver, militairement, économiquement et commercialement. Ainsi, le président chinois a promis, lors de sa tournée africaine de 2002, d'aider le Nigeria à construire des raffineries, à fabriquer des armes légères et à rétablir les chemins de fer.

Le volet économique a été évoqué dans le paragraphe 2.

3.3.2 Les anciennes puissances coloniales et...l'Europe

L'influence des anciennes puissances coloniales est encore présente en Afrique.

Il convient de rappeler que la France reste le premier client, le premier fournisseur et le premier investisseur sur le continent. Elle demeure son porte-parole privilégié dans les conférences internationales et elle a redynamisé sa politique après des années de "non-ingérence et non-indifférence". Pour illustrer ce renouveau de la politique africaine française, il n'est que de citer l'exemple du 22ème sommet Afrique-France de février 2003 sur le thème "Pour un nouveau partenariat" qui fut un véritable forum continental avec la participation de délégations de 52 Etats.

Le ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin a clairement affiché sa politique africaine et la priorité que constitue dans son action le continent noir.

Parallèlement, la dimension militaire de la France en Afrique, bien que nettement redéfinie depuis quelques années, est importante. En ce qui concerne le repositionnement de forces militaires, le dispositif est organisé autour de cinq bases³¹.

Ainsi, économiquement, politiquement et militairement, la France a conservé l'essentiel de ses capacités en Afrique. Les principaux partenaires de la France sont désormais le Nigeria, l'Angola, l'Afrique du sud et le Kenya.

Par ailleurs, lorsqu'il a fallu trouver une majorité au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), les visites et les promesses se sont multipliées en provenance de Paris ou de Washington pour séduire la Guinée, l'Angola ou le Cameroun. Cette "compétition diplomatique" a convaincu les Américains et les Européens de maintenir, voire de développer, leurs relations avec les pays africains.

Enfin, la volonté française d'impliquer l'Union Européenne dans la résolution des problèmes de l'Afrique est grande et Paris travaille pour atteindre cet objectif comme en atteste ses différentes actions en ce sens.

"Se désintéresser de l'Afrique constituerait une erreur stratégique, au moment où d'autres acteurs [...] commencent à mesurer pleinement l'intérêt de ce continent".³²

³¹ Djibouti, Tchad, Gabon, Sénégal, Cote d'Ivoire.

Pour le maintien d'une politique américaine en Afrique ?

L'Afrique continue de présenter des intérêts politiques et économiques pour les Etats-Unis.

Les Américains sont présents sur tous les théâtres d'opération : Balkans, Afghanistan, Moyen-Orient, Irak, et majoritairement dans des régions où le pétrole est présent. Il s'agit surtout d'empêcher l'émergence de géants qui pourraient devenir des adversaires potentiels : il apparaît ainsi une véritable volonté de domination sous couvert d'apport de sécurité.

On observe de ce fait une réelle progression de la présence militaire américaine partout dans le monde, et le contrôle de régions dignes d'intérêt reste sous domination des Etats-Unis.

La présence des Américains en Afrique semble donc promis à un bel avenir.

³² P.Chaigneau, La France, ex puissance africaine? , Revue géopolitique africaine, juillet 2001.

Conclusion

L'Afrique est aujourd'hui le seul continent plus pauvre qu'il y vingt ans, le spectre de la famine y réapparaît, le SIDA se développe, les crises politiques sont nombreuses et variées. Longtemps oublié et sacrifié au profit d'une mondialisation toujours plus envahissante, ce continent regroupe cependant 10% de l'humanité.

Depuis ces dernières années, il apparaît toutefois que l'Afrique attire à nouveau la convoitise de nombreux pays, et notamment les Etats-Unis .

Les Etats-Unis ne veulent pas devenir une nouvelle puissance coloniale en Afrique ni être un élément perturbateur. Leur seul intérêt demeure essentiellement économique et stratégique. En effet, la corne de l'Afrique est perçue comme le continuum de la péninsule arabique, le golfe de Guinée est intéressant pour ses richesses pétrolières, l'Afrique centrale pour les matières premières et l'Afrique australe pour les affaires. Ainsi, économiquement et stratégiquement, l'Afrique devient peu à peu un continuum du Moyen-Orient pour les Etats-Unis.

Demain, en 2010, les équilibres économiques auront changé, les Etats-Unis seraient toujours à la première place mais ils ne représenteraient que 17% du PIB mondial (contre 26.5% en 1995) suivraient la Chine, le Japon, Taiwan, la Russie, l'Allemagne et l'Inde.

De par ses richesses naturelles, et en particulier son pétrole, l'Afrique va ainsi devenir au cours du XXI^{ème} siècle un enjeu majeur pour deux puissances internationales : les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, puissances sans cesse à la recherche d'approvisionnement énergétique diversifié afin de se positionner stratégiquement en numéro un de l'économie mondiale. L'Europe peut contribuer à l'essor de l'Afrique à condition qu'elle soit politiquement forte. Dans le cas contraire, l'évolution économique de l'Afrique ne pourrait se faire à moyen terme qu'au profit des Etats-Unis.

4 BIBLIOGRAPHIE

4.1 ENTRETIENS ET EXPOSES

LACAILLE Mathieu, Evolution et perspectives de la politique africaine des Etats-Unis, février 2004.

ROUE Vincent, Pétrole et matières premières : chance ou malédiction ? , mars 2004.

4.2 OUVRAGES GENERAUX

ALBRIGHT Madeleine, Madame le Secrétaire d'Etat, éditions Albin Michel.

BRZEZINSKI Zbigniew, Puissance américaine et stabilité mondiale, Center for Strategic Studies, Puissances et influences.

BREZINSKI Zbiegniew, The Great Chessboard: American Primacy and its Geostrategic Imperatives, Basic Books, New York, 1997.

BRZEZINSKI Zbigniew, The Choice: global domination or global leadership, Basic Books, New York, 2004

CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire, Ellipses.

HATFIELD H. James, Bush l'impateur, Michel Lafon.

HUNTINGTON Samuel, The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order, Touchstone Books, Londres, 1998.

4.3 OUVRAGES SPECIALISES

BEAUCHAMP Claude, Démocratie, culture et développement en Afrique noire, Collection logiques sociales.

BUNDUKU-LATHA, L'administration Clinton et l'Afrique, Paris, L'Harmattan 1999, préface de Bernard Chérigny.

BRUNEL Sylvie, L'Afrique, Editions Bréal, 2004.

CHAIGNEAU Pascal, Enjeux diplomatiques et stratégiques 2004, centre d'études diplomatiques et stratégiques, Economica.

COQUERY VIDROVITCH, L'Afrique noire de 1800 à nos jours, PUF.

de MONTBRIAL Thierry et MOREAU DEFARGES Philippe, RAMSES 2003, Dunod.

FERRO Marc (sous la direction de), Le livre noir du colonialisme, Robert Laffont, 2003

JOLLY Jean, L'Afrique et son environnement européen et asiatique, atlas historique, éditions Paris Méditerranée.

JOLLY Jean, Histoire d'un continent africain du XVII^{ème} siècle à 1939, tome 2.

LUGAN Bernard, God bless Africa. Contre la mort programmée du Continent Noir, éditions Carnot.

ROBERT Anne-Cécile, L'Afrique au secours de l'Occident, Le Monde Diplomatique.

WIHBEY et SCHUTZ, African Oil: A Priority for U. S. National Security And African Development, The Institute for Advanced Strategic and Political Studies Research Papers in Strategy, Washington, 2002.

L'ETAT DU MONDE 2003, annuaire économique géopolitique mondial, Edition la découverte.

BILAN DU MONDE, éditions 2004.

4.4 REVUES, ARTICLES ET DEPECHEES

BREUILLAC Brigitte et FAUJAS Alain, l'Amérique s'intéresse au pétrole africain, Le monde avril, 2003.

BONNEMAISON Eric, la stratégie militaire des Etats-Unis en Afrique subsaharienne, Défense Nationale, janvier 2001.

CABESTAN Jean Pierre, Chine Populaire, Taiwan et les Etats-Unis : échanges constructifs ou dilemme stratégique ?, Revue Géopolitique n°67, La Chine octobre 1999

CHAIGNEAU Pascal, Afrique subsaharienne : les dures lois de l'afro-réalisme, revue des Conseils du Commerce Extérieur INTERNATIONAL, n°490, février 2001.

CHAIGNEAU Pascal, Afrique subsaharienne : une année de convulsions, revue des Conseils du Commerce Extérieur INTERNATIONAL, n°512, mars 2004.

CHAIGNEAU Pascal, La nouvelle donne asiatique, Défense nationale, janvier 2004.

CHAIGNEAU Pascal, Afrique: les crises d'un continent, Défense nationale, novembre 2003.

COLSON Marie Laure, l'Angola, nouveau Eldorado de l'or noir, Libération, juin 1998.

COLSON Marie Laure, en réalité l'Amérique ne fait rien en Afrique, Libération, mars 1998.

de GOLDFIEM, Chine, la continuité dans le changement, Défense nationale, janvier 2003.

de VILMORIN Pierre, Le shopping pétrolier de la Chine en Afrique, Le Figaro, mercredi 4 février 2004.

DESPORTES Vincent, l'état de l'union 2002, discours de guerre pour les Etats-Unis, Défense nationale, avril 2002.

ELA ELA Emmanuel, Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, Défense nationale, avril 2002.

ESPOSTI Robert, Du terrorisme international en Afrique, de ses manifestations et de ses conséquences, Défense nationale, janvier 2004.

GALY Michel, Les espaces de la guerre en Afrique de l'Ouest. HERODOTE, revue de géographie et de géopolitique, n°111, 4° trimestre 2003
Tragédies africaines

GESLIN Jean Dominique, Pourquoi HU JINTAO a choisi le Gabon, JA/L'intelligent N°2248

GHARBI Sami, Pékin détrône Tokyo, JA/L'intelligent N°2228

GHARBI Samir, La malédiction de l'or noir, JA/L'intelligent N°2236

HOBSBAWM Eric, où va l'empire américain ? , Le monde diplomatique, juin 2003.

HOWARD W. French, Les mauvais choix de la diplomatie américaine, The New York Times, Courrier International n° 536, février 2002.

JAULMES Adrien, les cavaliers arabes à l'assaut des rebelles, Le Figaro, lundi 23 février 2004

KAMIYA Gary, La doctrine de Bush? L'Amérique aux commandes, Salon Magazine San Fransisco, avril 2002

KLINGBERG Frank, Les changements historiques d'humeur dans la politique étrangère américaine, politique étrangère, ifri, printemps 2000.

LASSERRE Frédéric, le prochain siècle sera-t-il celui des guerres de l'eau ?, La revue internationale et stratégique, printemps 1999.

LATRIVE Florent, Clinton, pharmacien pour les séropositifs africains, Libération, 25 octobre 2003.

LEON-DUFOUR Sixtin, Le grand retour de Pékin, Le Figaro, mercredi 4 février 2004.

LEYMARIE Philippe, Djibouti entre superpuissance et superpauvreté, Le monde diplomatique février 2003.

LESNES Corinne, Combat pour un nouvel ordre mondial, Le monde septembre 2003.

MABIRE Jean Christophe, Somalie, l'interminable crise. HERODOTE, revue de géographie

et de géopolitique, n°111, 4° trimestre 2003
Tragédies africaines

NAIM Mouna, les Etats-Unis, catalyseur de la paix au Soudan, Le monde, juin 2002.

NAIR Sami, le monde selon Washington, Le monde diplomatique mars 2003.

POMPEY Fabienne, le NEPAD attend des actes, Le monde, juillet 2003.

PRIER Pierre, le conflit du Darfour menace le plus grand pays d'Afrique, Le Figaro, lundi 23 février 2004.

PRUNIER Gérard, Paix introuvable au Soudan, Le monde diplomatique décembre 2002.

REMY Jean-Philippe, les Etats-Unis renforcent leur dispositif antiterroriste dans plusieurs pays africains, Le monde, mars 2003.

SERVANT Jean Christophe, Offensive sur l'or noir africain, Le monde diplomatique.

SILVERSTEIN Ken, US oil politics in the Kuwait of africa , The nation .

SOTINEL Thomas, Bill Clinton souhaite promouvoir un nouveau partenariat avec l'Afrique, Le monde, mars 1998.

AFRIQUE CONTEMPORAINE
trimestriel n°198 (avril juin 2001), La documentation française

AFRIQUE CONTEMPORAINE entre le global et le local
trimestriel n°199 (2001), La documentation française

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE, Les entreprises françaises et l'Afrique, 14ème rapport du CIAN, Paris, n° 1579 décembre 2002.

Revue trimestrielle Géopolitique africaine n°12 octobre 2003

Les cahiers de l'express hors série n°6 Afrique, la tragédie.

Les cahiers de MARS, N°158, L'Afrique subsaharienne.

4.5 DOCUMENTS OFFICIELS

BUSH George., Discours devant le forum de l'AGOA, 16 mai 2001.

COLIN Powell, transcription de son entretien du 22 mai 2001 avec la presse, en route vers le Mali.

COLIN Powell, transcription de son entretien du 27 mai 2001 avec la presse, à bord de l'avion qui le menait à Budapest.

CHIRAC Jacques, Allocution du président de la république, Première réunion du forum pour le partenariat avec l'Afrique.

4^{ème} forum de l'institut des Hautes études de défense nationale sur le continent africain (13-27 juin 2003).

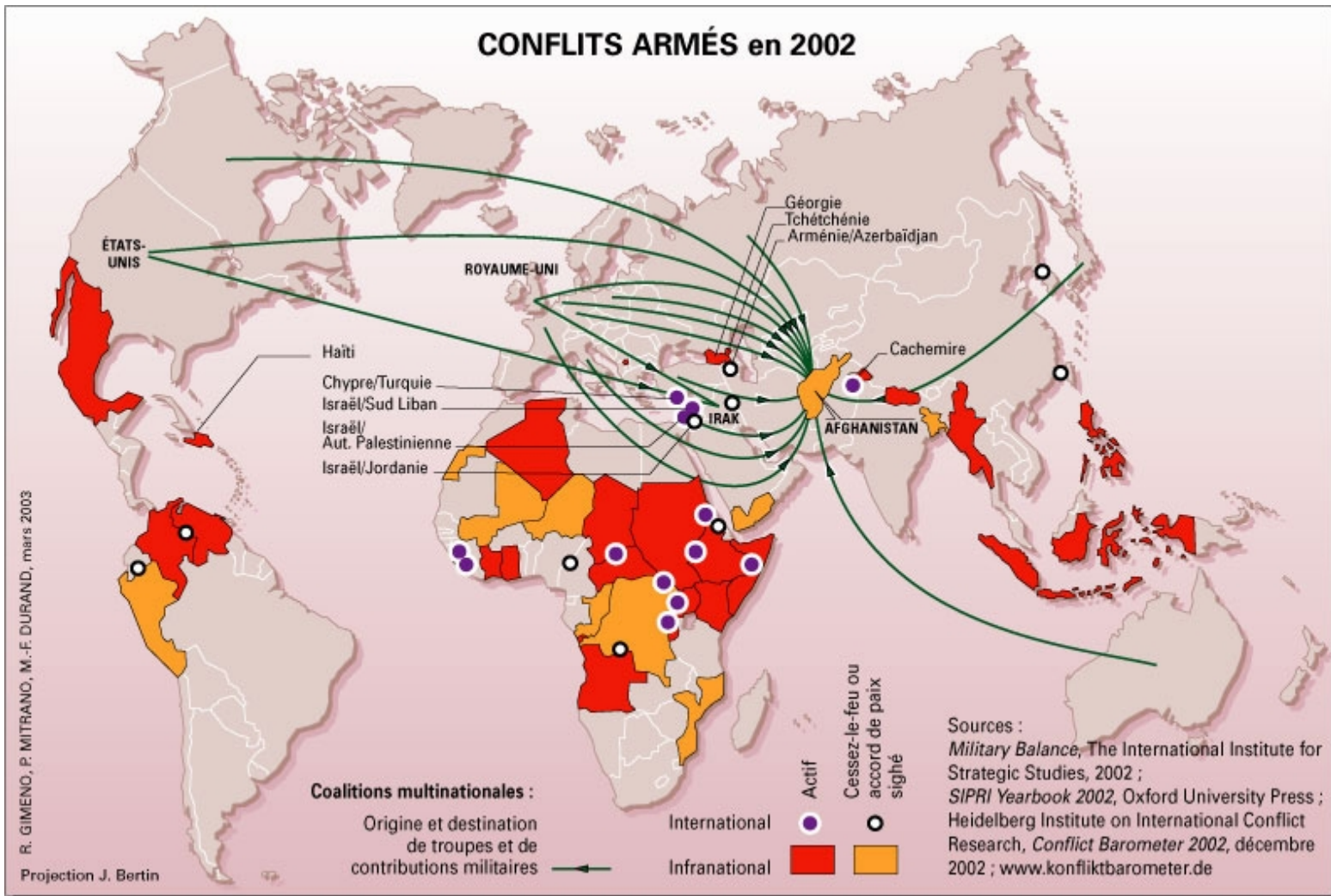
4.6 SITES INTERNET

<http://europa.eu.int>
<http://usinfo.state.gov>
<http://travel.state.gov>
<http://www.iss.co.za>

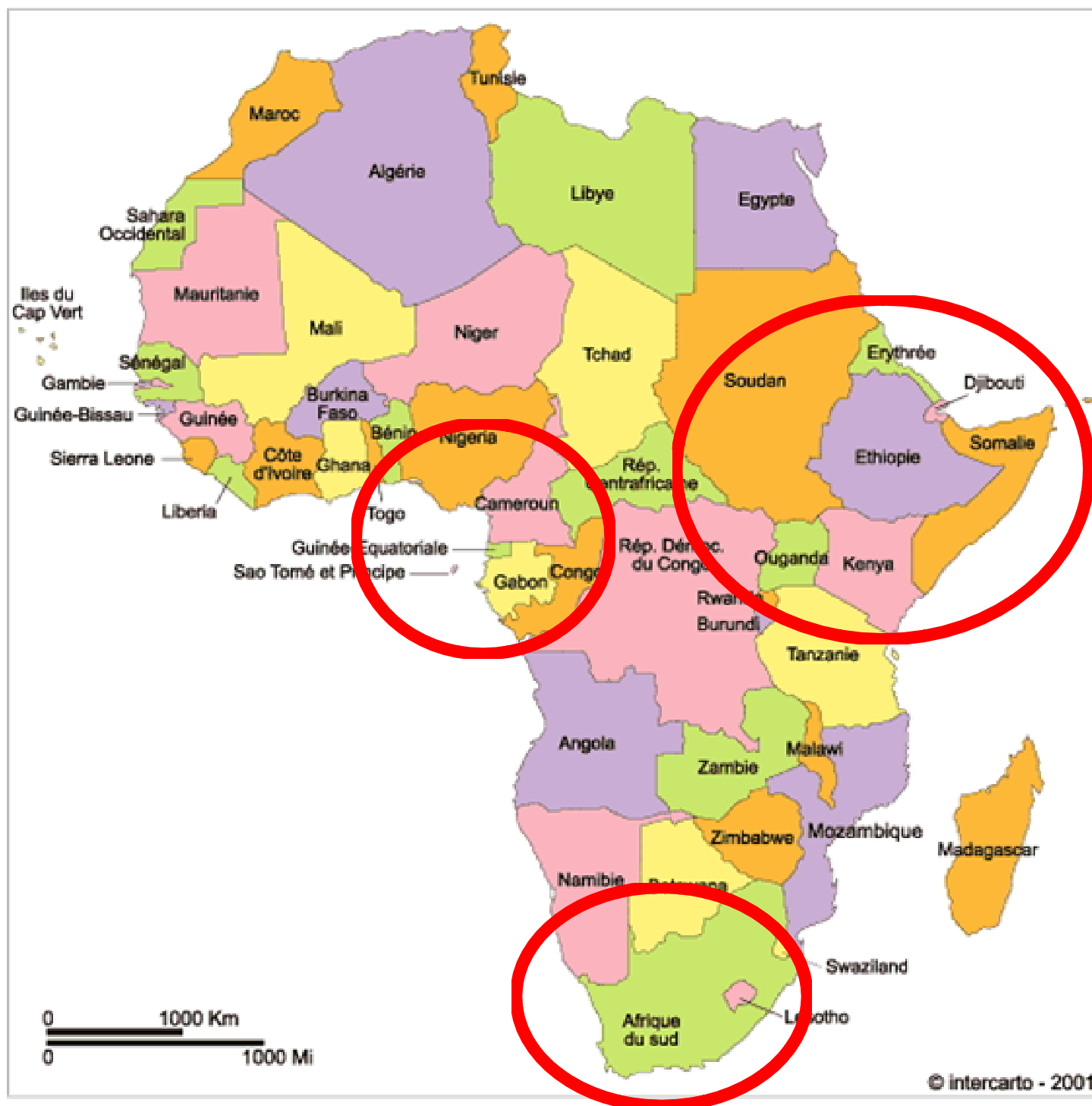
www.africa.u-bordeaux.fr
www.africaintelligence.fr
www.african-geopolitics.org
www.afrik.com
www.afrique-info.net
www.agoa.gov
www.biblelec.com
www.cfce.fr
www.courrierinternational.com
www.defenselink.mil
www.diplomatie.fr
www.eia.doe.gov
www.fas.org
www.foreingnaffairs.org
www.foreignpolicy-infocus.org
www.geoscopie.com
www.ihedn.fr
www.irinnews.org
www.ladocfrancaise.gouv.fr
www.lemonde.fr
www.monde-diplomatique.fr
www.rfi.fr
www.state.gov
www.thenation.com
www.un.org
www.unaids.org/
www.usaid.org
www.usinfo.state.gov
www.washingtonpost.com
www.whitehouse.gov/infocus/africa

5 ANNEXES

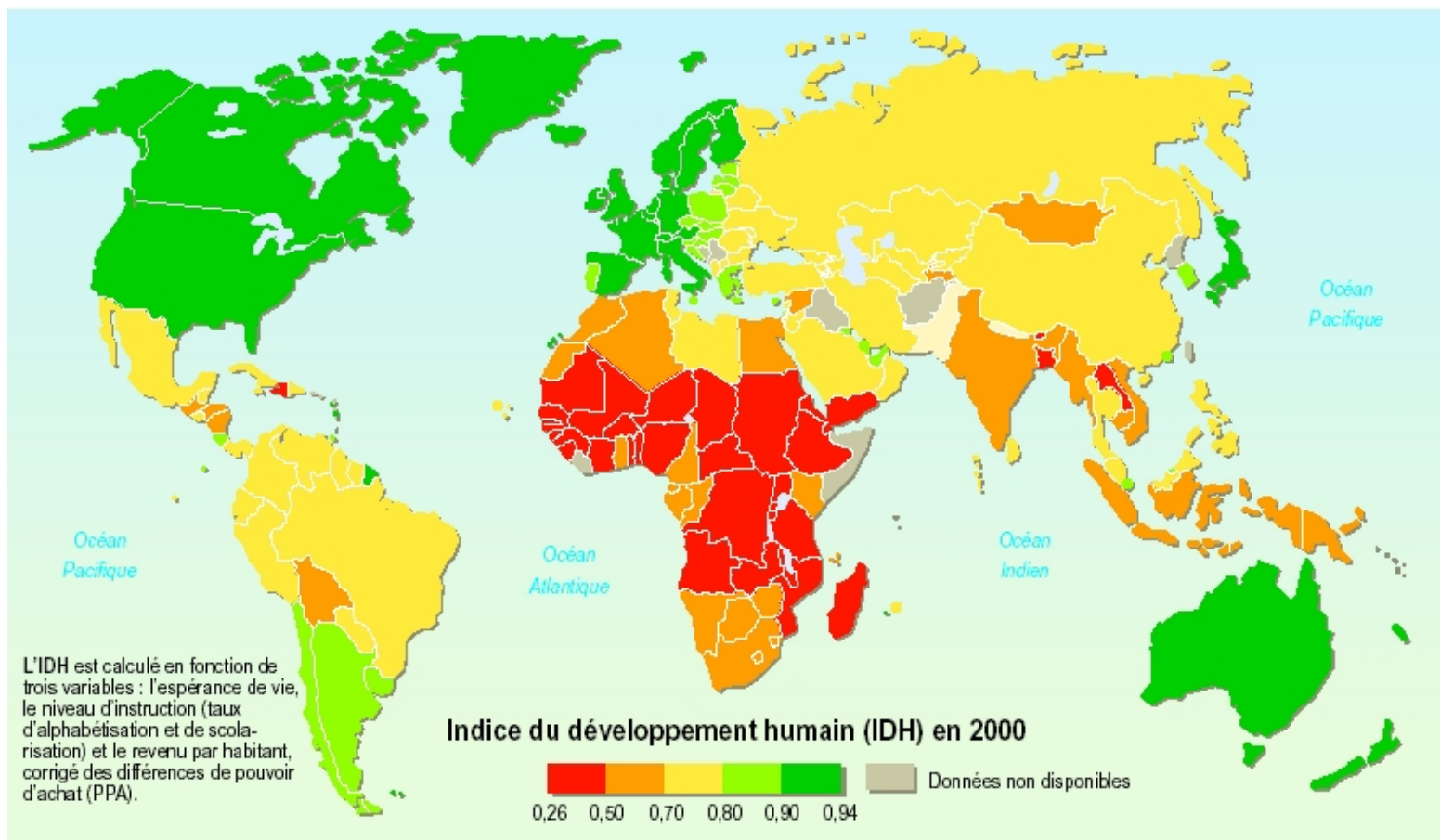
5.1 Annexe 1 : Les conflits en 2002



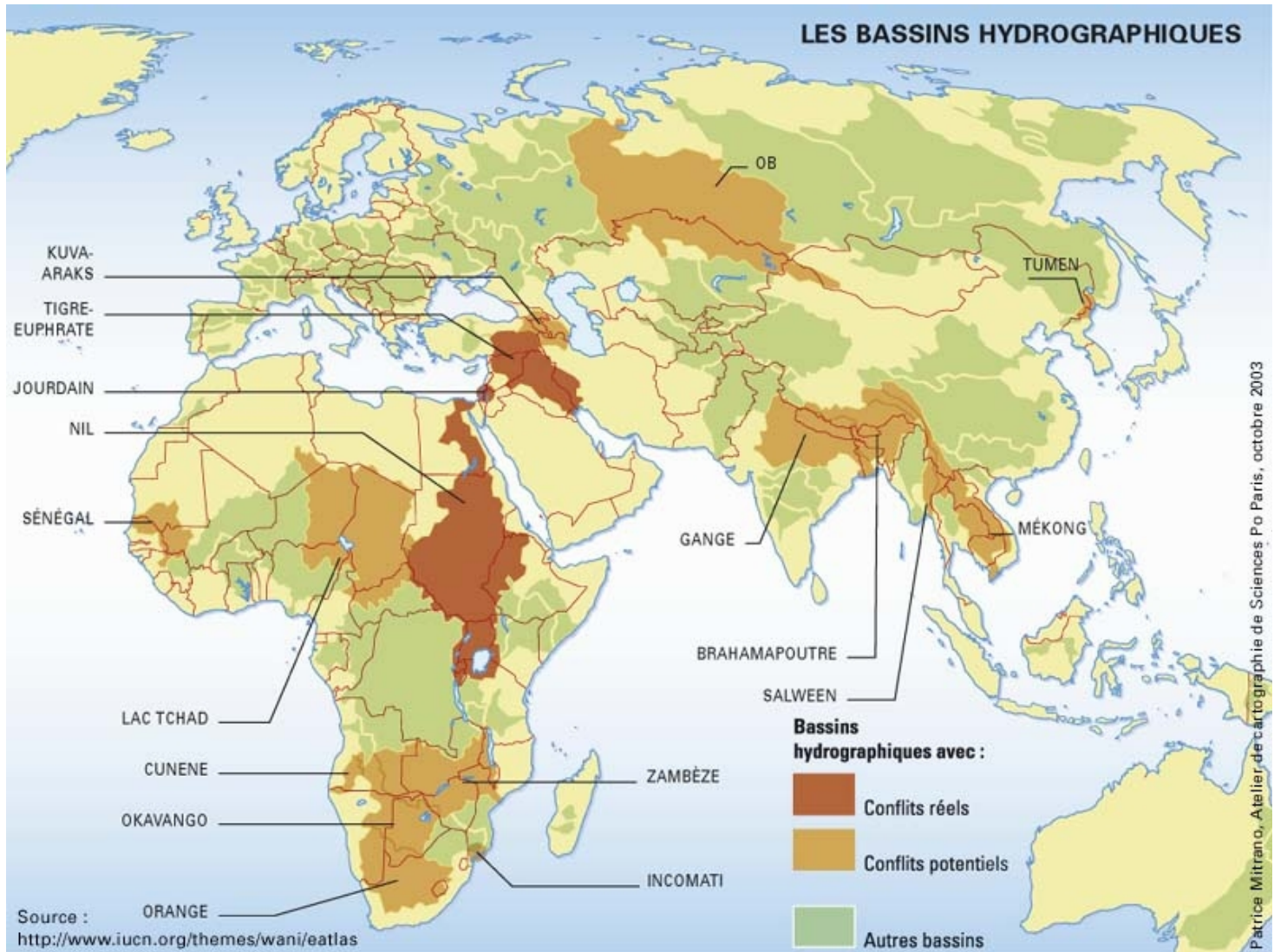
5.2 Annexe 2 : Les zones d'intérêts américains en Afrique



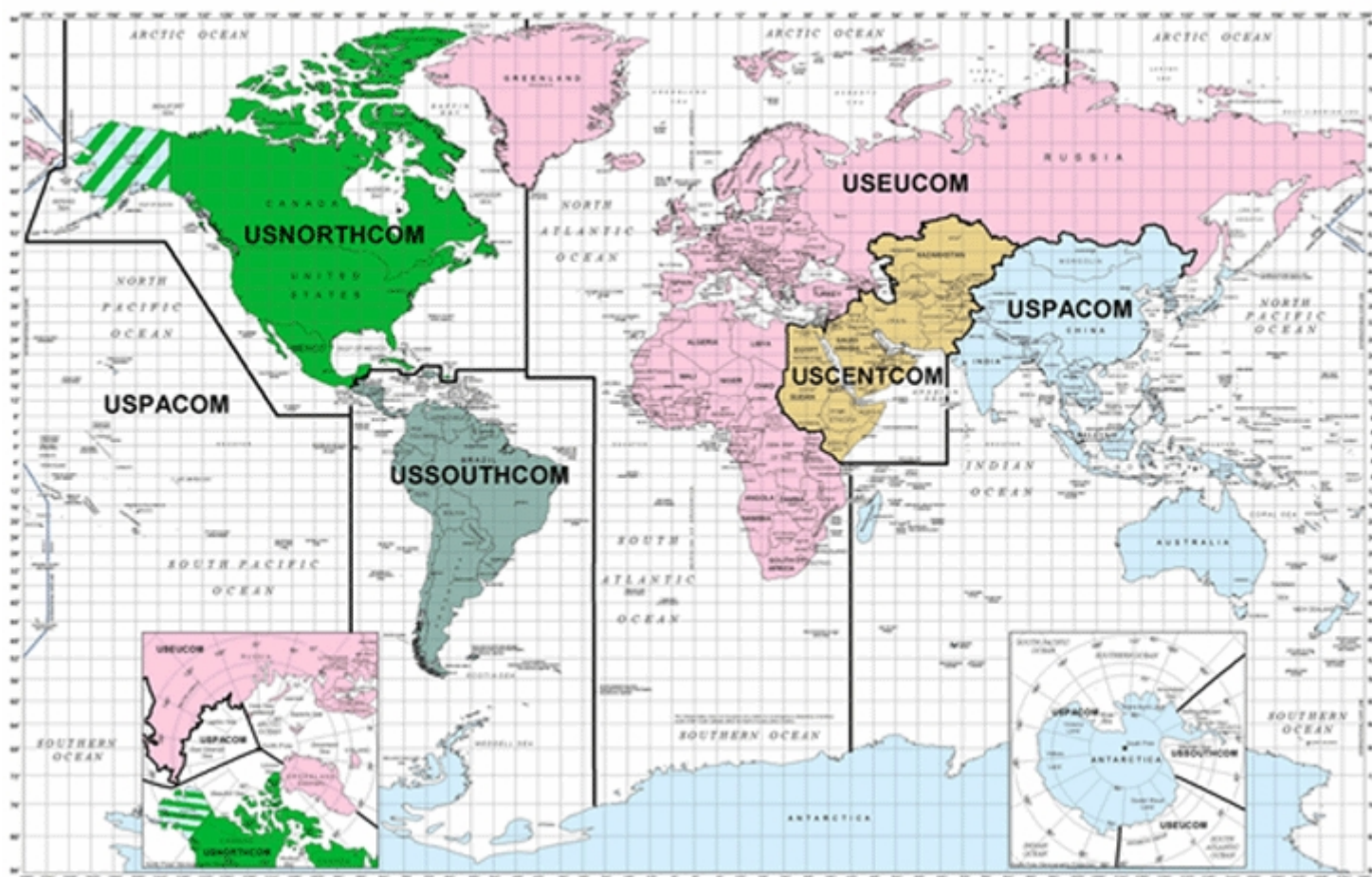
5.3 Annexe 3 : Indice de développement humain en 2000



5.4 Annexe 4 : Les bassins hydrographiques sources de conflits



5.5 Annexe 5 : L'Area of responsibility (AOR) ou zones de responsabilité des grands commandements américains



5.6 Annexe 6 : La corne de l'Afrique, un point de passage stratégique pour les routes du pétrole



5.7 Annexe 7 : Dépendance pétrolière des producteurs africains

**Dépendance pétrolière des producteurs africains
(estimations pour 2002)**

Pays	%PIB	%Exportations	%Revenus
Nigeria	40	95	83
Angola	45	90	90
Congo-Brazzaville	67	94	80
Guinée Equatoriale	86	90	61
Gabon	73	81	60
Cameroun	4.9	60	20

Sources : Banque mondiale, FMI, CIA World Factbook 2002, Département d'Etat américain, US Energy Information Administration.³⁶

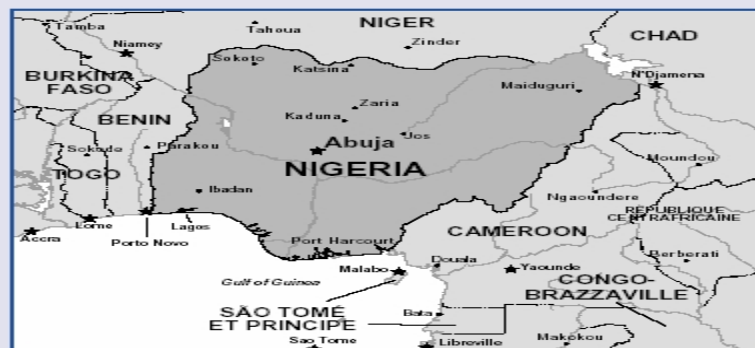
5.8 Annexe 8 : Estimation des réserves pétrolières

ESTIMATION DES RÉSERVES PÉTROLIÈRES EN AFRIQUE, EN 2001

Source : Energy Information Administration
et autres sources



5.9 Annexe 9 : Gabon et Nigeria



Nigeria

Production pétrolière (2002) : 2,1 millions b/j
 Population : estimée à 130 millions d'habitants
 Place dans le classement de l'Indice de Développement Humain : 148ème sur 173
 Principales compagnies pétrolières étrangères : Shell, ChevronTexaco, Total, ExxonMobil, ENI/Agip
 Président : Olusegun Obasanjo



Gabon

Production de pétrole (2002) : 247.000 b/j
 Population : 1,3 millions d'habitants
 Place dans le classement de l'Indice de Développement Humain : 117ème sur 173
 Principales compagnies pétrolières étrangères : Total, Shell, Vaalco
 Président : El-Hadj Omar Bongo

5.10 Annexe 10 : la Guinée Equatoriale

Militarisation rampante dans le Golfe de Guinée ?

La montée en puissance des importations pétrolières américaines en provenance du Golfe de Guinée va-t-elle conduire à une augmentation de l'activité et de la coopération militaire dans la région ?

- Après la visite, en 2002, du Général américain Carlton Fulford, adjoint au commandant en chef des Forces Américaines en Europe, dans ce qui apparaît comme le futur grand exportateur de la région, São Tomé, le président du pays a déclaré aux médias que les Etats-Unis avaient l'intention de créer un « port d'attache » sur l'île. Après être rentré en octobre 2002 d'une visite à São Tomé, le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Afrique Walter Kansteiner a nié de telles intentions. Mais il a ajouté que « São Tomé ne disposait pas de garde-côtes. Certains pays violent les accords internationaux sur la pêche et pêchent abondamment dans leurs eaux ; il est donc naturel de les aider par quelques patrouilles de gardes-côtes. »⁶⁶

- En Guinée Equatoriale, après un intense lobbying et de longs débats, le Département d'Etat a accordé une licence à la société militaire privée américaine MPRI, pour conseiller le gouvernement de la Guinée Equatoriale sur la formation de gardes-côtes chargés de protéger leurs eaux territoriales riches en pétrole. La même société a proposé d'entraîner la police et les forces militaires, mais le Département d'Etat a refusé la demande pour des raisons liées aux droits de l'homme. Le rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme en 2002 estime que les forces de sécurité du pays « ont commis plusieurs violations graves des droits de l'homme. » Le lieutenant-général à la retraite Soyster, de MPRI, a déclaré : « Nous pensons qu'une assistance aux gardes-côtes serait assez inoffensive en termes de droits de l'homme. »⁶⁷

- En octobre 2002, Kansteiner a déclaré lors d'une audience devant un comité du Sénat que du personnel militaire angolais suivait une formation auprès du Commandement des Forces Américaines en Europe, et qu'un Programme International de Formation et d'Entraînement Militaire (International Military Education & Training – IMET) serait bientôt mis en place.⁶⁸

- En avril 2003, le Commandant Suprême de l'OTAN, le Général américain James Jones, a déclaré à un groupe de spécialistes des questions de défense à Washington que l'Amérique avait l'intention d'augmenter sa présence militaire en Afrique de l'Ouest, y compris par le déploiement par l'OTAN d'une « force de réaction rapide » dans la région, avant la fin de l'année. « A l'avenir, les navires de guerre et les corps expéditionnaires d'intervention rapide pourraient ne pas rester six mois en Méditerranée, mais je suis prêt à parier qu'ils passeront la moitié de leur temps le long des côtes occidentales d'Afrique. »⁶⁹



Equatorial Guinea

Production de pétrole (2002) : 265.000 b/j environ

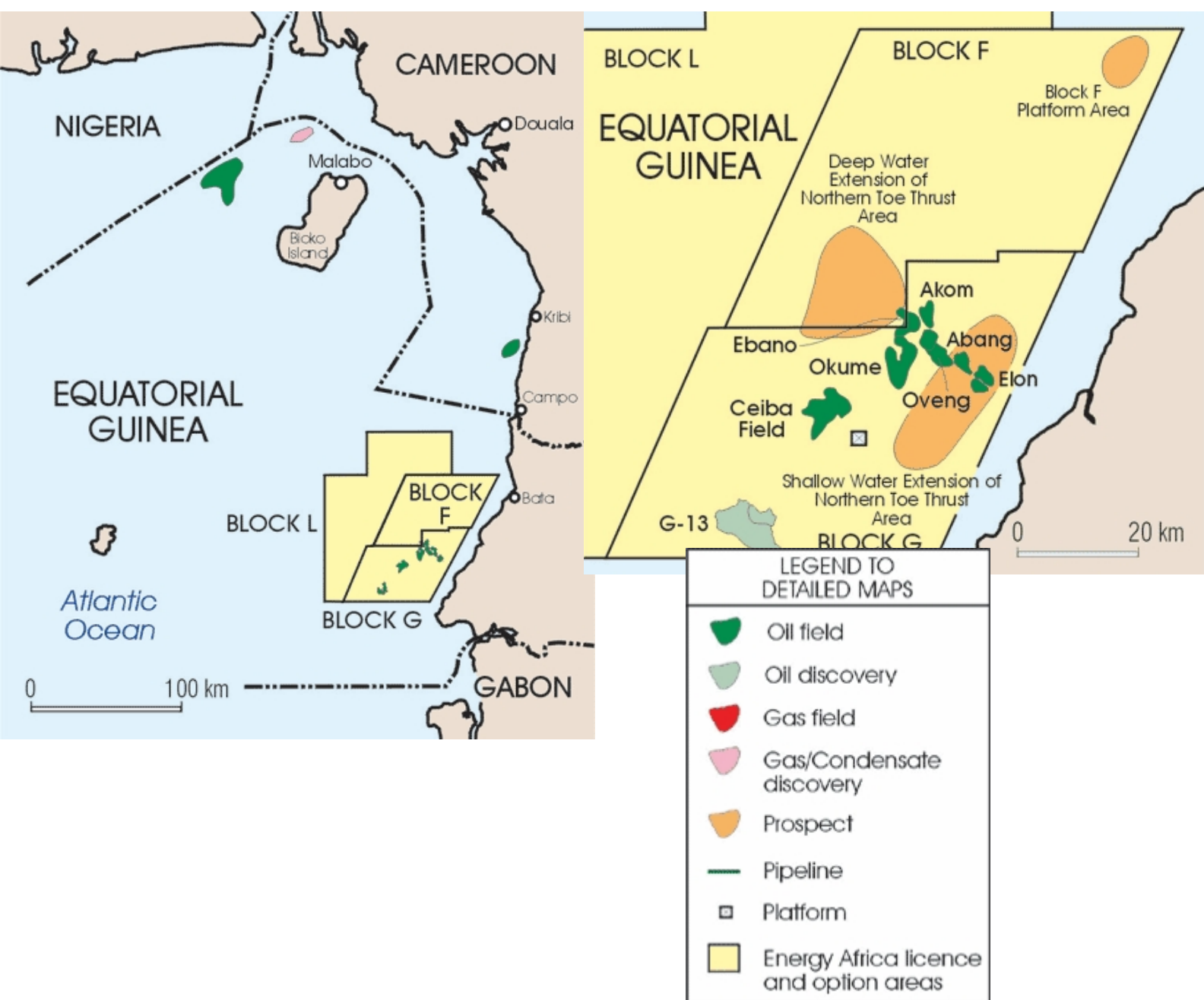
Population : 500.000 personnes environ

Place dans le classement de l'Indice de Développement Humain :
111ème sur 173

Principales compagnies étrangères : ExxonMobil, Ocean Energy,
Marathon, Amerada Hess

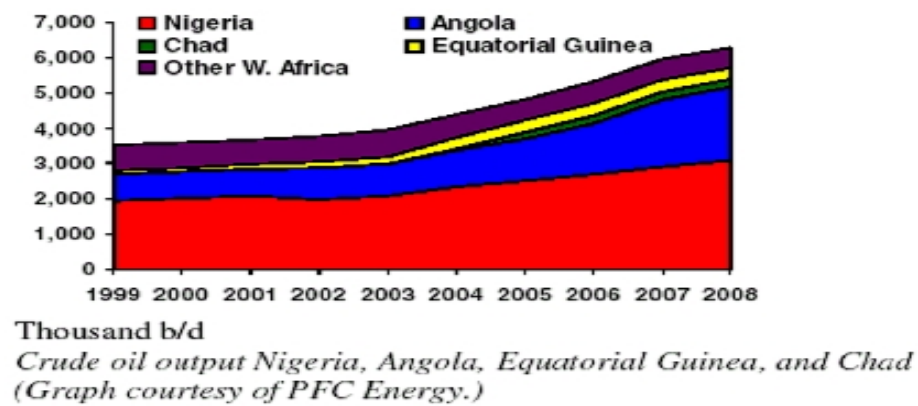
Président : Teodoro Obiang Nguema

5.11 Annexe 11 : Le pétrole offshore en Guinée Equatoriale



5.12 Annexe 12 : Pétrole en Afrique

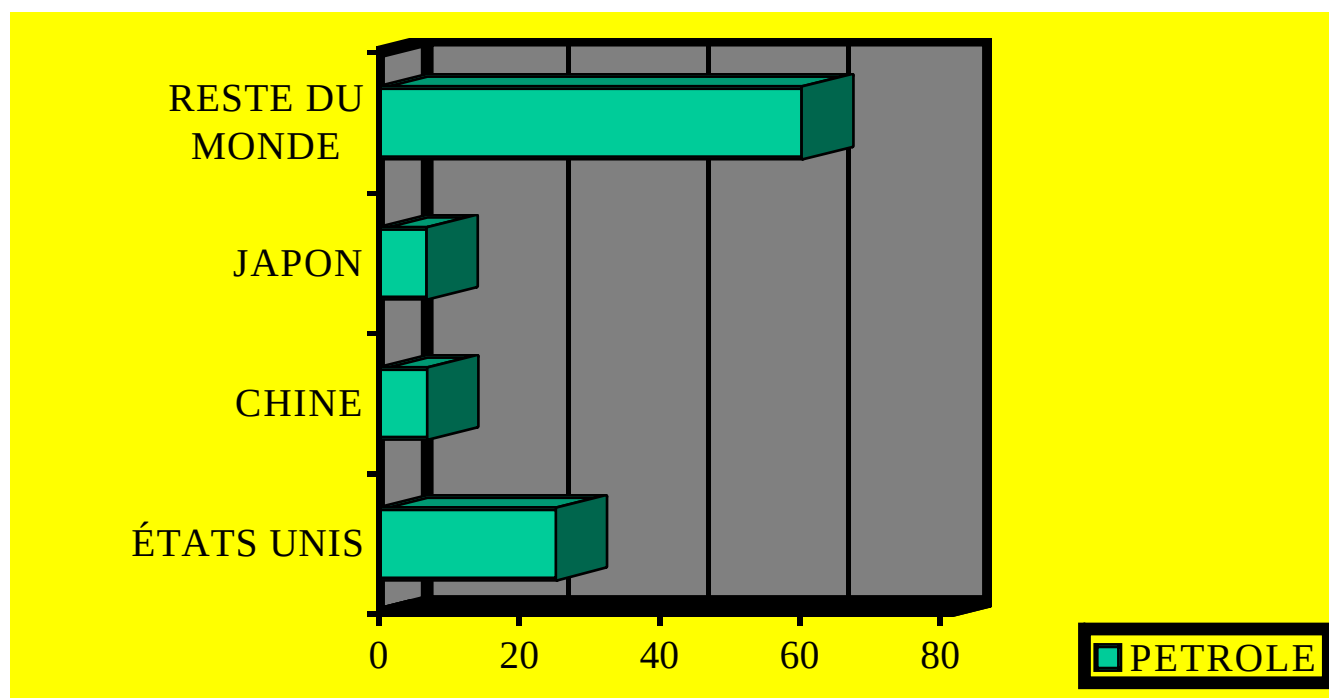
Ces graphiques nous montrent la part réelle du pétrole africain dans les importations américaines, ainsi que les parts naissantes prévues de la Guinée équatoriale et du Tchad.



Source : Krueger J., U.S. Oil Stakes in West Africa, CSIS, Africa notes, volume 11, décembre 02, rapport de 3 pages disponible sur www.csis.org.

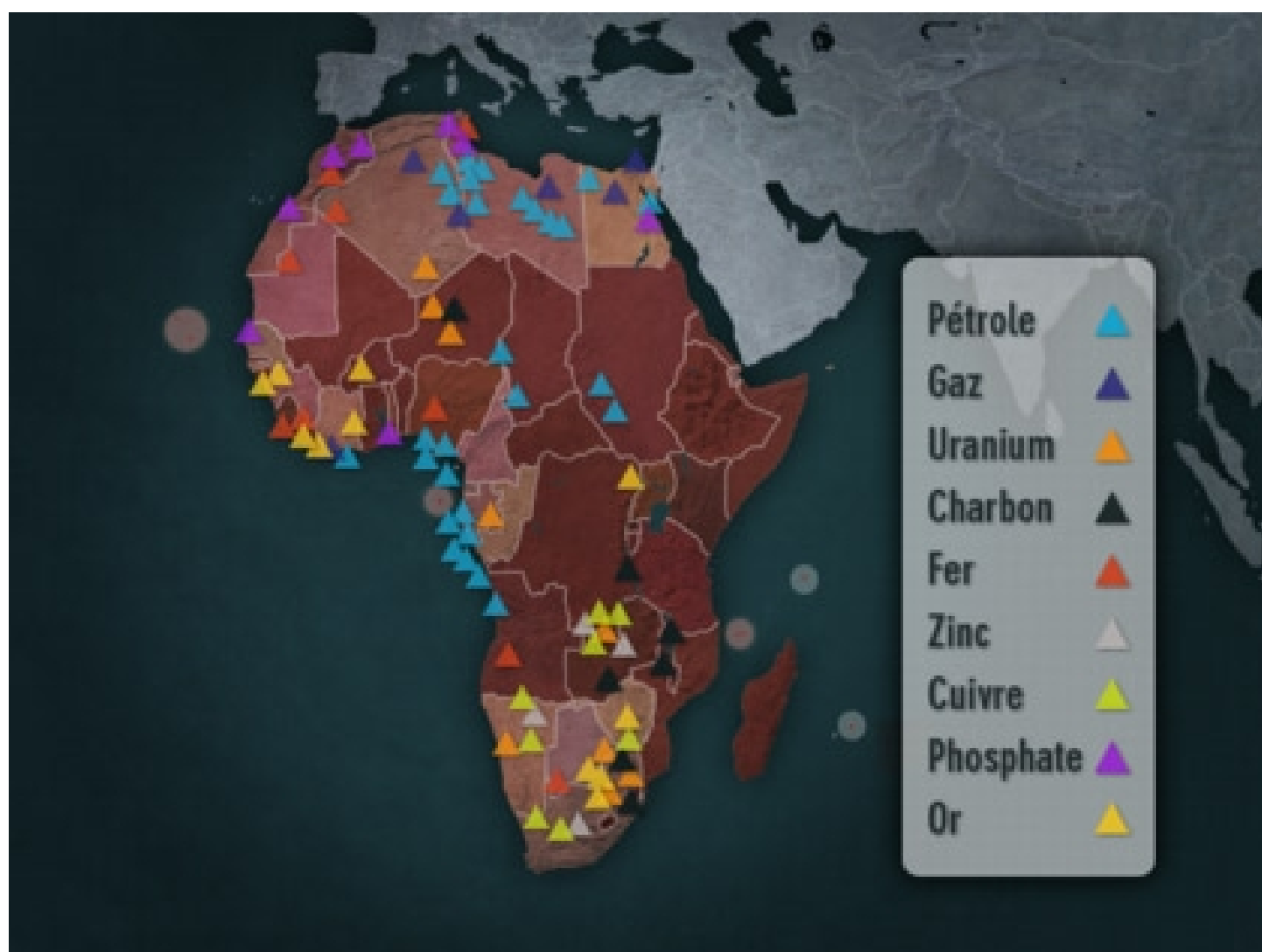
5.13 Annexe 13 : Répartition de la consommation pétrolière (en %)

Total mondial: 78.4 millions de barils /jour

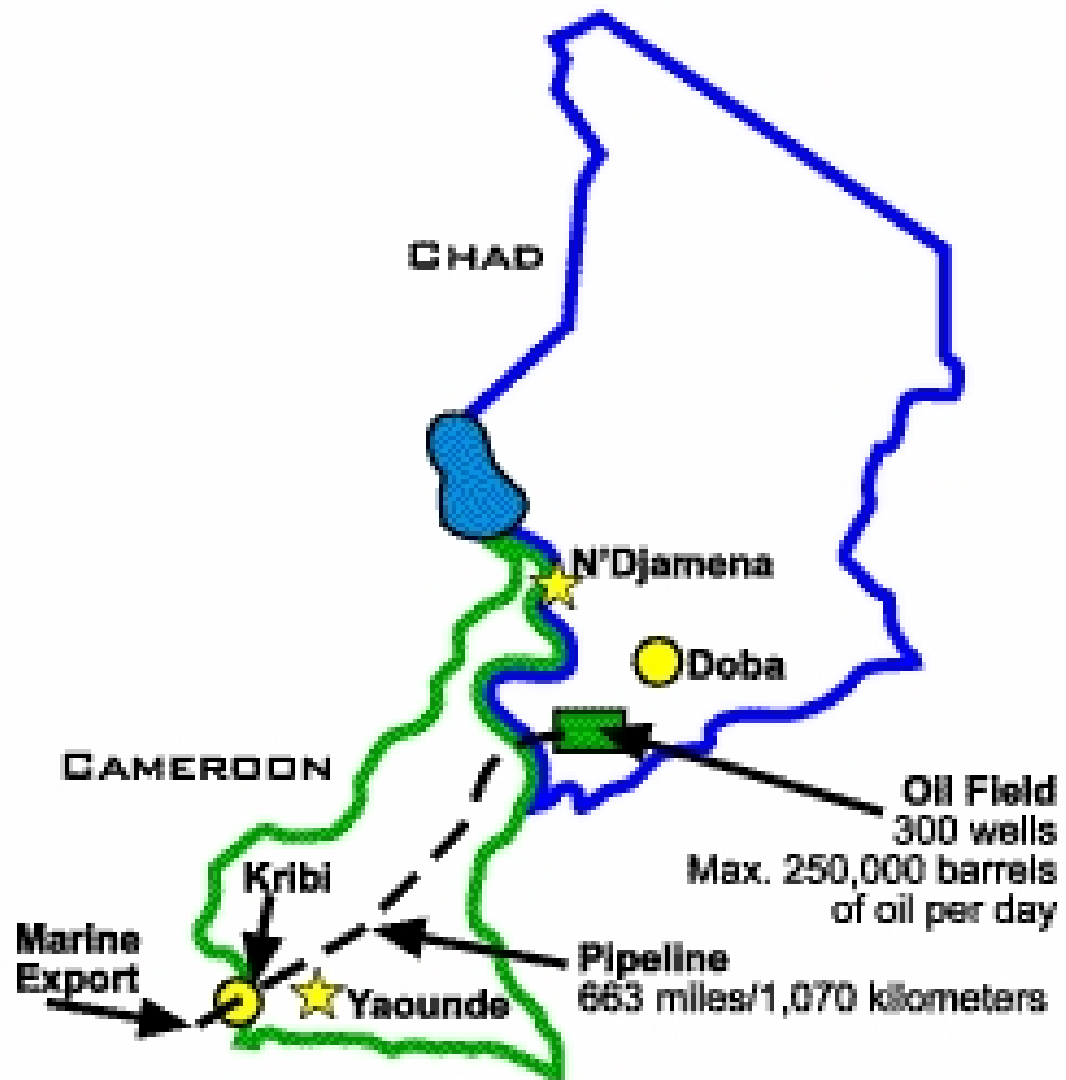


Source: Agence Internationale pour l'Energie

5.14 Annexe 14 : Les richesses d'un continent



5.15 Annexe 15 : L'oléoduc Tchad Cameroun DOBA KRIBI



5.16 Annexe 16 : Les agences de crédit à l'exportation en Angola

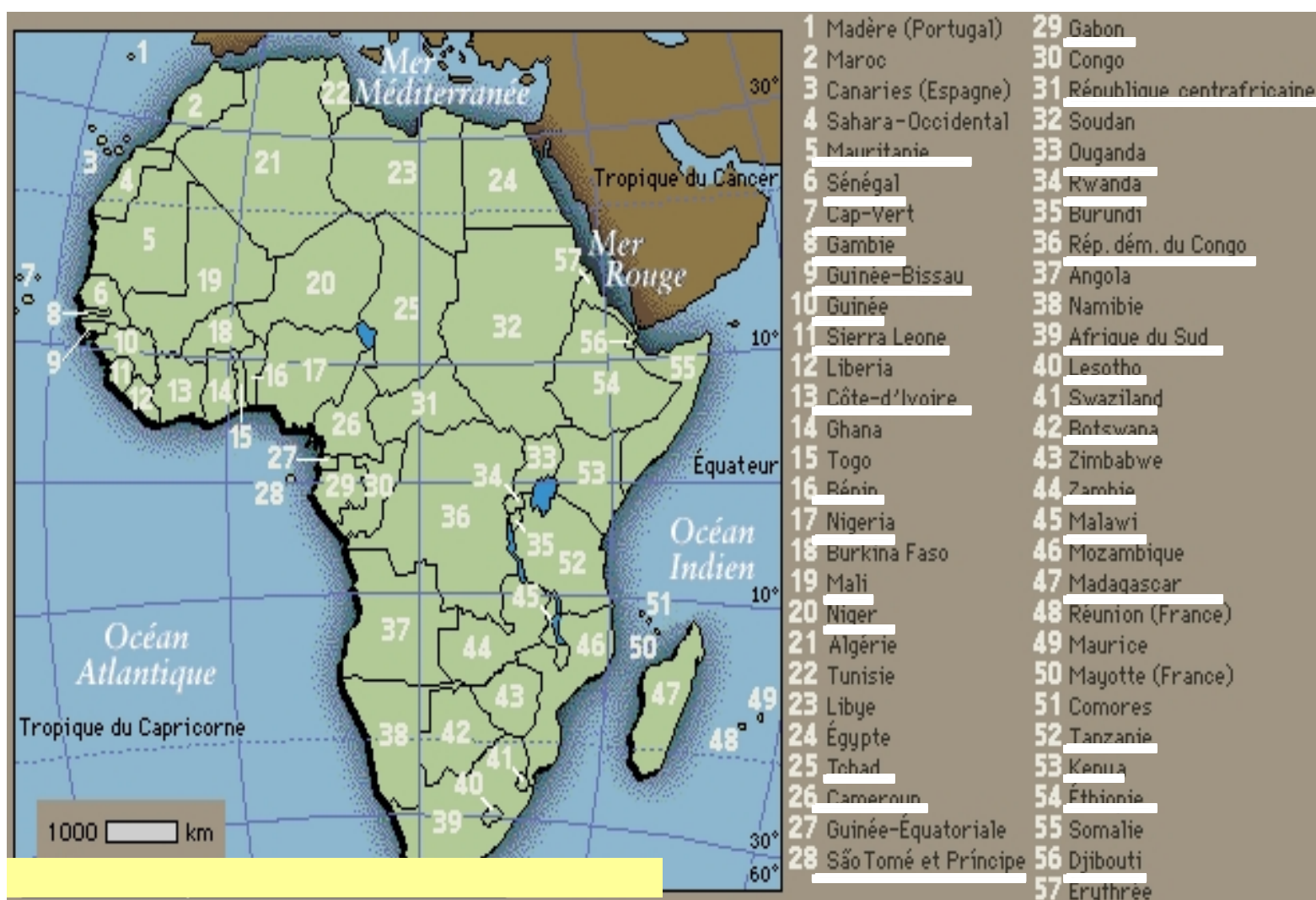
Les agences de crédit à l'exportation en Angola

Une récente étude de l'activité des ACE en Angola entre 1980 et 2002, période durant laquelle la guerre civile fut quasi permanente, estime que les ACE de neuf pays ont financé un total de 27 opérations portant sur une valeur globale d'au moins 3 milliards de dollars. Le montant total des projets soutenus à travers ces financements s'élevait à 4,84 milliards de dollars. Chaque dollar financé par des ACE a donc permis de lever 60 cents supplémentaires auprès d'autres sources. L'investissement direct étranger dans le pays durant cette même période a été estimé entre 9,4 et 14,9 milliards de dollars, ce qui signifie que les ACE ont financé entre 25 et 51 % de l'ensemble des investissements à destination de l'Angola. Sur environ 14 milliards de dollars investis dans le secteur pétrolier en Angola entre 1980 et 1999, au moins 30 % l'ont été par des projets des ACE révélés par cette étude. Environ 20 % de l'énorme dette extérieure de l'Angola (d'un montant total de 11 milliards de dollars) proviennent des crédits à l'exportation.

L'étude relève cette ironie de l'histoire : « Alors même que l'administration Reagan s'ingéniait à tenter de renverser le gouvernement [marxiste] MPLA, elle octroyait de généreux crédits à l'exportation à une industrie dont l'activité générait 90 % des revenus du MPLA. Entre 1983 et 1984, l'Ex-Im Bank a ainsi fourni près de 410,1 millions de dollars de prêts et de garanties pour des projets pétroliers dans l'offshore angolais. Il en est résulté une situation presque comique : des soldats cubains défendant les installations industrielles financées par l'Ex-Im Bank contre les attaques des "combattants de la liberté" que le Président Reagan recevait en grande pompe à la Maison Blanche. »

Source : Carbonell, Tomas (2002), « Export Credit Agency Activity in Angola 1980-2002 », article non publié, Environmental Defense, Washington, 2002.

5.17 Annexe 17 : Les 38 pays bénéficiaires de l'AGOA



5.18 Annexe 18 : Conflits portant sur le partage des ressources en eau

Tableau 3-a : Quelques exemples de conflits portant sur la question du partage des ressources en eau			
Cours d'eau	Pays impliqués	Enjeu	Intensité du conflit
AFRIQUE			
Chobe	Botswana Namibie Angola	Le Botswana a conçu le projet de diversion de la rivière Chobe vers la rivière Vaal pour alimenter l'Afrique du Sud ; les autres pays riverains s'y opposent.	Tension
Nil	Égypte Soudan Éthiopie Ouganda Tanzanie Kenya RD Congo Rwanda Burundi	La dépendance extrême de l'Égypte envers les eaux du Nil conduit Le Caire à user de son poids diplomatique et militaire pour faire pression sur les autres pays riverains afin de maintenir le <i>statu quo</i> du partage des ressources en eau du bassin versant, mais la tension demeure vive avec le Soudan et avec l'Éthiopie.	Conflit ouvert
Okavango	Botswana Namibie Angola Zimbabwe	La Namibie envisage de consommer de grandes quantités d'eau du fleuve Okavango, ce qui menacerait le delta intérieur du cours d'eau.	Tension
Zambèze	Afrique du Sud Zambie Zimbabwe Botswana	Pretoria conçoit des projets d'approvisionnement en eau qui puiseraient de l'eau directement dans le Zambèze.	Contacts informels
Sénégal	Mauritanie Sénégal	Conflit pour le contrôle de l'accès au fleuve.	Tension
Nappes fossiles sahariennes	Libye Égypte Tchad Niger Soudan	Le projet libyen de Grand Fleuve artificiel et d'exploitation des nappes phréatiques fossiles du désert suscite l'opposition des autres pays dans le sous-sol desquels s'étendent ces nappes.	Conflit ouvert

5.19 Annexe 19 : Carte pétrolière de l'Afrique

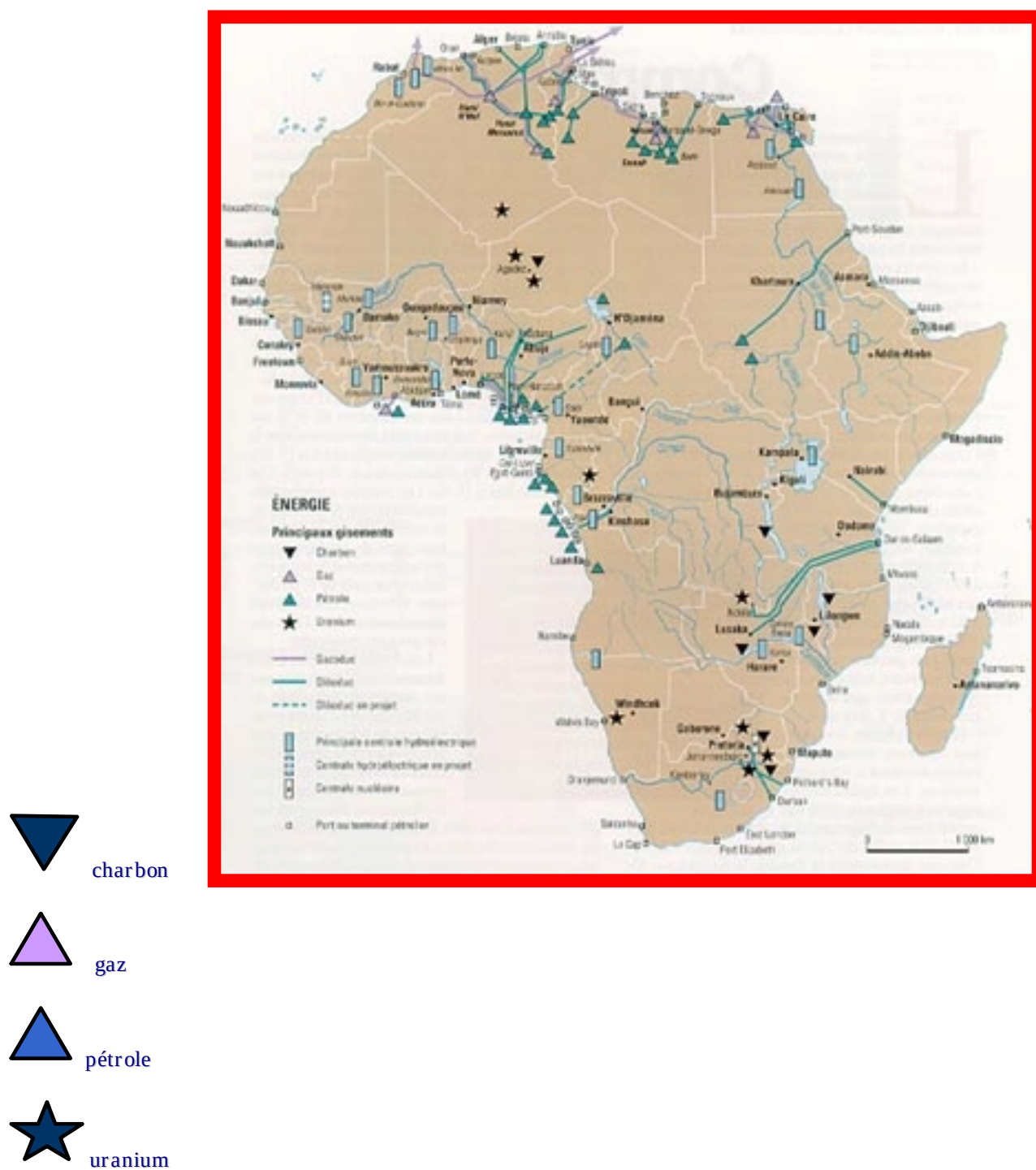


5.20 Annexe 20 : Production moyenne de pétrole

PRODUCTION MOYENNE DE PÉTROLE (en milliers de barils/jour, 2002-2003)	
Nigeria	2 170
Libye	1 425
Algérie	1 158
Angola	905
Égypte	751
Gabon	295
Congo-Brazza	258
Guinée équatoriale	237
Soudan	233
Tchad	225
Tunisie	76
Cameroun	72
Afrique du Sud	26
RD Congo	24
Côte d'Ivoire	11
Ghana	7
Bénin	1
Total	7 874

SOURCES : OPEP, EIA (ETATS-UNIS), CRS

5.21 Annexe 21: Des sources d'énergie diversifiée



5.22 Annexe 22 : Les réserves africaines en Uranium

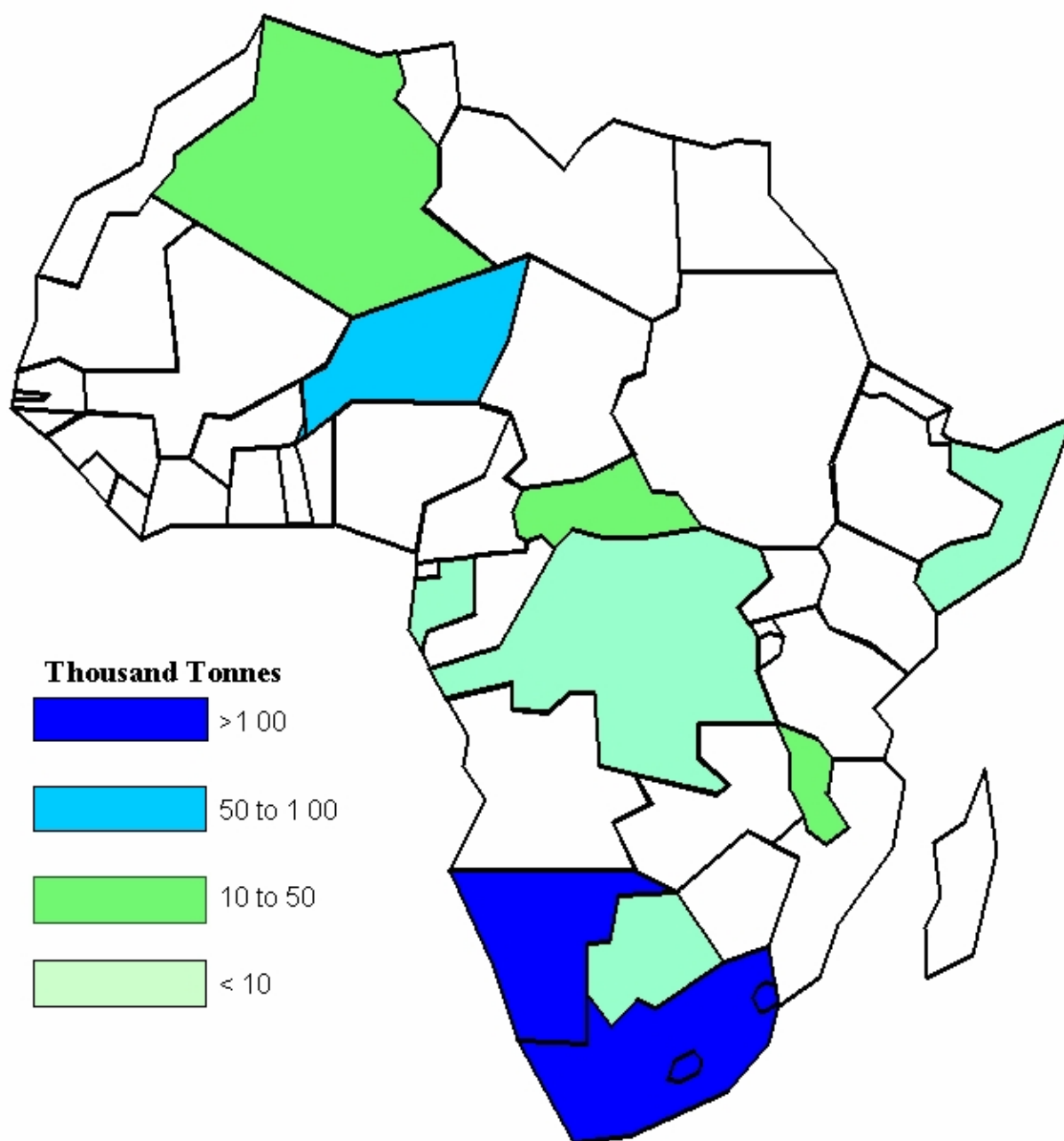


TABLE DES MATIERES

1....L'AFRIQUE AU PLURIEL : UN INTERET DIFFERENCIE FOCALISE SUR DES ETATS "PIVOTS"	7
1.1 Les différents pays clés africains, centres d'intérêt des Etats-Unis:	7
1.2 En quoi ces états "pivots" intéressent-ils les Etats-Unis ?	7
1.2.1 Pour une lutte contre le terrorisme international	8
1.2.2 Pour une plus grande coopération économique	8
1.3 Comment se manifeste cet intérêt ?	10
1.3.1 Dans le domaine politique	11
1.3.2 Sur le terrain économique	11
1.3.3 Sur le plan militaire	13
2 L'AFRIQUE ET LES ETATS-UNIS : UNE COOPERATION RECENTE ET LIEE A LA RECHERCHE EN MATIERES PREMIERES ET ENERGIE	15
2.1 Un phénomène récent activé par W. Clinton et réactivé par G. Bush.....	15
2.1.1 C'est le président Clinton qui a initié une nouvelle politique africaine ...	16
2.1.2 ...qui s'accroît aujourd'hui sous le président Bush	17
2.2 Les raisons de ce nouvel intérêt politique.....	17
2.2.1 Les matières premières et le pétrole africain : des intérêts stratégiques américains récemment confirmés	18
2.2.2 Un positionnement de premier plan	20
2.2.3 Une lutte accrue contre les sources du terrorisme	22
2.3 L'Afrique, un nouveau lieu de lutte énergétique entre les Etats-Unis et la Chine ? ...	23
2.3.1 La Chine, futur concurrent-consommateur?	23
2.3.2 "Le shopping pétrolier de la Chine en Afrique"	24
3....VERS QUEL AVENIR DE LA POLITIQUE AMERICAINE EN AFRIQUE ?	25
3.1 Une nécessité pour une lutte mondiale engagée contre le terrorisme.....	25
3.1.1 Rappels sur les principes américains	25
3.1.2 Un facteur de stabilisation régional	26
3.2 Mais des difficultés risquent d'apparaître	26
3.3 Les compétiteurs potentiels.....	27
3.3.1 Les compétiteurs asiatiques	27
3.3.2 Les anciennes puissances coloniales et...l'Europe	28
4....BIBLIOGRAPHIE	31
4.1 ENTRETIENS ET EXPOSES	31
4.2 OUVRAGES GENERAUX.....	31
4.3 OUVRAGES SPECIALISES.....	31
4.4 REVUES, ARTICLES ET DEPECHEs.....	32

4.5	DOCUMENTS OFFICIELS	34
4.6	SITES INTERNET	35
5....	ANNEXES	37
5.1	Annexe 1 : Les conflits en 2002.....	37
5.2	Annexe 2 : Les zones d'intérêts américains en Afrique.....	38
5.3	Annexe 3 : Indice de développement humain en 2000.....	39
5.4	Annexe 4 : Les bassins hydrographiques sources de conflits	40
5.5	Annexe 5 : L'Area of responsibility (AOR) ou zones de responsabilité des grands commandements américains	41
5.6	Annexe 6 : La corne de l'Afrique, un point de passage stratégique pour les routes du pétrole.....	43
5.7	Annexe 7 : Dépendance pétrolière des producteurs africains	44
5.8	Annexe 8 : Estimation des réserves pétrolières.....	45
5.9	Annexe 9 : Gabon et Nigeria.....	46
5.10	Annexe 10 : la Guinée Equatoriale.....	47
5.11	Annexe 11 : Le pétrole offshore en Guinée Equatoriale	48
5.12	Annexe 12 : Pétrole en Afrique.....	49
5.13	Annexe 13 : Répartition de la consommation pétrolière (en %)	50
5.14	Annexe 14 : Les richesses d'un continent	51
5.15	Annexe 15 : L'oléoduc Tchad Cameroun DOBA KRIBI	52
5.16	Annexe 16 : Les agences de crédit à l'exportation en Angola	53
5.17	Annexe 17 : Les 38 pays bénéficiaires de l'AGOA.....	54
5.20	Annexe 18 : Conflits portant sur le partage des ressources en eau	55
5.19	Annexe 19 : Carte pétrolière de l'Afrique	56
5.20	Annexe 20 : Production moyenne de pétrole.....	57
5.21	Annexe 21: Des sources d'énergie diversifiée.....	58
5.22	Annexe 22 : Les réserves africaines en Uranium.....	59